



Gazette Officielle de Québec

PUBLIEE PAR AUTORITE.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 8 JUILLET 1899.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

2125

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juin 1899, d'adjoindre les personnes dont les noms suivent à la commission de la paix des districts suivants :

District de Montréal. — MM. W. Wesley Craig, Cornelius Coughlin, Robert Ironside, Dr Louis Laberge, médecin de la corporation de Montréal, Alfred Bienvenu, assistant-greffier de la Cour du Recorder de Montréal, tous de la cité de Montréal.

District de Joliette. — MM. Joseph Pierre Archambault, Ephraim Crépeau, cultivateurs, de Saint-Lin, Joseph Marion, médecin, Henri Locas, ferblantier, de la ville des Laurentides, dans le comté de L'Assomption.

2423

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 23 juin 1899, de nommer M. W. S. Maclaren, de Huntingdon, comté de Huntingdon, juge de paix, sous l'autorité de l'article

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 8th JULY, 1899.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock on the Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but will appear in the next subsequent number.

2126

Appointments

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd June, 1899, to associate the following parties to the commission of the peace for the following districts, to wit :

District of Montreal. — Messrs. W. Wesley Craig, Cornelius Coughlin, Robert Ironside, Dr Louis Laberge, corporation physician of Montreal, Alfred Bienvenu, assistant clerk of the Recorder's Court of Montreal, all of the city of Montreal.

District of Joliette. — Messrs. Joseph Pierre Archambault, Ephraim Crépeau, farmers, of Saint Lin, Joseph Marion, physician, Henri Locas, tinsmith, of the town of Laurentides, in the county of L'Assomption.

2424

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 23rd of June, 1899, to appoint Mr. W. S. Maclaren, of Huntingdon, county of Huntingdon, a justice of the peace, in virtue

2572 des S. R. P. Q., avec juridiction sur le district de Beauharnois. 2425

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 29 juin dernier (1899), de nommer M. Joseph Thibodeau, commissaire d'écoles de la municipalité de Saint-Blaise, comté de Saint-Jean, en remplacement de M. Valentin Pinsonneault, absent.

No 697 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Révocation de nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 30 juin dernier (1899), de révoquer la nomination de M. Joseph Labreche, comme commissaire d'écoles pour la municipalité de Rawdon, comté de Montcalm, faite le 9 juin 1899, en remplacement de M. Joseph Loranger, absent, vu que ce dernier avait été remplacé le 22 mai par un M. Joseph Nadeau.

24551

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par arrêté en conseil, en date du 27 juin 1899, d'adjoindre à la commission de la paix du district de Saint-Hyacinthe, MM. J. E. Boulais, marchand, Joseph Duclos et Louis Ledoux, de Sainte-Angele de Monnoir, comté de Rouville.

2465

Proclamations

Canada,
Province de }
Québec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } **A**TTE^NDU qu'en
Asst. Proc. Général. } vertu des dispositions de l'article 5662 des statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitués en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1° Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2° Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et

3° Toute chose propre à faire comprendre le plan. Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jus-

of article 2572 R. S. P. Q., with jurisdiction over the district of Beauharnois. 2426

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to appoint, on the 29th of June last, 1899, Mr. Joseph Thibodeau, school commissioner of the municipality of Saint Blasius, county of Saint John, to replace Mr. Valentin Pinsonneault, absent.

No. 697 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Revocation of appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased to revoke, on the 30th of June last, 1899, the appointment of Mr. Joseph Labreche, as school commissioner for the municipality of Rawdon, county of Montcalm, made on the 9th of June last, 1899, to replace Mr. Joseph Loranger, absent, in as much as the latter had been replaced on the 22nd of May, by the election of a Mr. Joseph Nadeau.

24561

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 27th of June, 1899, to associate to the commission of the peace, for the district of Saint Hyacinthe, Messrs. J. E. Boulais, merchant, Joseph Duclos and Louis Ledoux, of Sainte Angèle de Monnoir, county of Rouville.

2466

Proclamations

Canada,
Province of }
Quebec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } **W**HEREAS, in virtue
Asst. Atty. General. } of the provisions of article 5662 of the revised statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township or part thereof, in each county or registration division in the province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shown on the plan to which it refers ;

2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and

3. Everything necessary to the right understanding of such plan. Each separate lot or parcel of land, shown on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof.

Each plan and book of reference shall be made

qu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot, et suffit dans tout document quelconque; et toute partie de ce lot est suffisamment désigné en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation, l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du lieutenant-gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division, y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131, pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible; and such date is marked upon it, and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation, in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immoveables indicated on such plan are bound to designate such immoveables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed; in default of such designation, the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar, so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immoveables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immoveables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immoveable affected in the manner prescribed in article 2168, and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises, et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166.

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction un plan et livre de renvoi du cadastre de cette partie du canton d'Upton comprise, dans la paroisse de Saint-Eugène de Grantham ;

ET ATTENDU que les dits plan et livre de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU qu'une copie des dits plan et livre de renvoi certifiée par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines a été déposée dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement du comté de DRUMMOND, relativement à cette partie du canton d'UPTON, comprise dans la paroisse de SAINT-EUGENE DE GRANTHAM, et reste ouverte à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plan et livre de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est en tout point conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent ;

ET ATTENDU, que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite province, a fixé le QUINZIEME jour du mois de JUILLET prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de DRUMMOND, relativement à cette partie du canton d'UPTON, comprise dans la paroisse de SAINT-EUGENE DE GRANTHAM, faisant partie de la dite division d'enregistrement ;

A CES CAUSES, Nous déclarons par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit QUINZIEME jour du mois de JUILLET prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement du comté de DRUMMOND, relativement à cette partie du canton d'UPTON comprise dans la paroisse de SAINT-EUGENE DE GRANTHAM ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement du comté de DRUMMOND, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit QUINZIEME jour du mois de JUILLET prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos fœux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conformer en conséquence.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant Governor in council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference, and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166.

AND WHEREAS the Honorable Commissioner of Colonization and Mines of Our province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, a correct plan and book of reference of the cadastre of that part of the township of Upton, comprised in the parish of Saint Eugène de Grantham ;

AND WHEREAS such plan and book of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office ; AND WHEREAS copy of such plan and book of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar of the registration division of the county of DRUMMOND, respecting that part of the township of UPTON, comprised in the parish of SAINT EUGENE DE GRANTHAM, and there remains open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plan and book of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, and with those of the civil code of Lower Canada relating thereto ;

AND WHEREAS the Lieutenant Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the FIFTEENTH day of the month of JULY next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of DRUMMOND, respecting that part of the township of UPTON, comprised in the parish of SAINT EUGENE DE GRANTHAM, forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said FIFTEENTH day of the month of JULY next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division of the county of DRUMMOND, respecting that part of the township of UPTON comprised in the parish of SAINT EUGENE DE GRANTHAM ; And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division, to renew the same within the period of two years after the said FIFTEENTH day of the month of JULY next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIÈME jour du mois JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

JOSEPH SHEHYN,

2441 Secrétaire de la province intérimaire.

Canada,
Province de }
Québec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT.

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } **A**TTE N D U qu'en
Asst. Proc.-Général. } vertu des dispositions de l'article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, il est décrété qu'il sera préparé, sous la direction du Commissaire de la Colonisation et des Mines, un plan de chaque cité, ville et village constitué en corporation, paroisse, canton ou partie d'iceux, dans chaque comté ou division d'enregistrement dans la province, avec un livre de renvoi indiquant ces endroits et énonçant ce qui suit :

1. Une description générale de chaque lot ou lopin de terre désigné dans le plan qui s'y rapporte ;
2. Le nom du propriétaire de chaque lot ou lopin de terre séparé, ou le nom du propriétaire de tout droit réel en tel lot, autant qu'il est possible de s'en assurer ; et
3. Toute chose propre à faire comprendre le plan.

Chaque lot ou lopin de terre séparé, désigné sur le plan et indiqué dans le livre par un numéro qui est marqué sur le plan et inscrit sur le livre.

Le Commissaire peut adopter tout moyen qu'il croit propre à en assurer l'exactitude.

Chaque plan et livre de renvoi sont dressés jusqu'à une date précise à laquelle ils sont corrigés aussi bien que possible ; cette date y est marquée, et le plan qui est signé par le Commissaire reste dans les archives de son bureau.

Et vu les dispositions suivantes des articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 et 2176a du Code Civil du Bas-Canada, savoir :

" 2168. Après que copie des plan et livre de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation, tel que mentionné en l'article 2169, le numéro donné à un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses tenants et aboutissants ; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé, et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

" La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TWENTY-NINTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

JOSEPH SHEHYN,

2442 Provincial secretary ad interim.

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, } **W**HEREAS, in virtue
Asst. Atty. General. } of the provisions of article 5662 of the Revised Statutes of the province of Quebec, it is enacted that the Commissioner of Colonization and Mines shall cause to be prepared, under his superintendence, a plan of each city, town, incorporated village, parish, township, or part thereof, in each county or registration division in the Province, with a book of reference to each, in which are set forth :

1. A general description of each lot or parcel of land shewn on the plan to which it refers ;
2. The name of the owner of each separate lot or parcel of land or of any estate therein, so far as it can be ascertained ; and
3. Everything necessary to the right understanding of such plan.

Each separate lot or parcel of land, shewn on the plan, shall be referred to in the said book, by a number which shall be marked upon the plan and entered in the book.

The Commissioner may adopt any means he thinks proper to ensure the correctness thereof. Each plan and book of reference shall be made up to some precise date, up to which it shall be corrected as far as possible, and such date is marked upon it and the plan which is signed by the Commissioner remains of record in his office.

And considering the following provisions of articles 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173 and 2176a of the Civil Code of Lower Canada, to wit :

" 2168. When a copy of the plan and book of reference for the whole of a registration division, has been deposited in the office for such division, and notice has been given by proclamation in the manner mentioned in article 2169, the number given to a lot upon the plan and in the book of reference is the true description of such lot, and is sufficient as such in any document whatever ; and any part of such lot is sufficiently designated by stating that it is part of such lot and mentioning who is the owner thereof and the properties contiguous thereto ; and any piece of land composed of parts or more than one numbered lot is sufficiently designated by stating that it is so composed and mentioning what part of each numbered lot it contains.

" The description of an immoveable in the notice of application for confirmation of title, or in the notice of a sale by the sheriff or by forced licitation, or of any sale having the effect of a sheriff's sale, or

telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

" Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus ; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

" 2169. Le dépôt des plan et livre de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du Gouverneur en Conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

" 2170. A compter de ce dépôt, le registraire doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

" 2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registraire doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres affectant tel lot de manière à mettre toute personne en état de constater facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

" 2172. Dans les deux ans qui suivent la date fixée par la proclamation du Lieutenant-Gouverneur, pour la mise en vigueur des dispositions de l'article 2168, dans une division d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette division y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté, en la manière prescrite en l'article 2168, et observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

" Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

" 2173. A défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

" 2176a. Chaque fois que le plan des lots d'une cité, d'une ville, d'un village, d'une paroisse, d'un canton, ou d'une division quelconque de ces localités, faisant partie d'une division d'enregistrement, a été fait conformément à la loi, le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire déposer au bureau du registraire de la division d'enregistrement qu'il appartient, une copie correcte de ce plan, ainsi qu'une copie du livre de renvoi qui s'y rapporte.

" Le dépôt de ces plan et livre de renvoi, est annoncé par une proclamation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 deviendront en vigueur dans cette division d'enregistrement, relativement à la localité dont le plan a été ainsi déposé ; et à dater de l'époque fixée dans la proclamation, toutes les dispositions de ce Code s'appliquent à ces plan et livre de renvoi, ainsi qu'aux propriétés qui y sont comprises et aux contrats, hypothèques ou actes quelconques, concernant ou affectant ces propriétés, de la même manière que si le dépôt du plan de toute la division d'enregistrement eût été fait conformément à l'article 2166."

ET ATTENDU que l'honorable Commissaire de la Colonisation et des Mines de Notre Province de Québec, a fait préparer, sous sa direction, des plans et livres de renvoi du village de Dixville, et de la

in the sheriff's deed, or in the judgment of confirmation, will not be deemed sufficient, unless it is made in conformity with the provisions of this article.

" As soon as such plan and book of reference have been deposited and notice thereof has been given, notaries passing acts concerning immovables indicated on such plan are bound to designate such immovables by the number given to them upon such plan and in the book of reference, in the manner above prescribed ; in default of such designation the registration does not affect the lot in question, unless there is filed a requisition or notice indicating the number on the plan and book of reference as being that of the lot intended to be affected by such registration.

" 2169. The deposit of the original plan and book of reference in any registration division is declared by a proclamation from the Governor in Council, fixing at the same time the day on which the provisions of article 2168 shall come into force therein.

" 2170. The registrar so soon as such deposit has been made, must prepare the index to immovables mentioned in the second place in article 2161.

" 2171. From and after the day appointed by such proclamation, the registrar must, from day to day, make up and continue the index to immovables by entering under the number of each lot separately designated upon the plan and book of reference, a reference to each entry thereafter made in the other books and registers affecting such lots, so as to enable any person easily to ascertain all the entries concerning it, made after that time.

" 2172. Within two years from the date fixed by the Lieutenant Governor's proclamation, bringing the provisions of article 2168 into force in any registration division, the registration of any real right upon any lot of land within such division must be renewed by means of the registry at length, in the book kept for that purpose, of a notice describing the immovable affected in the manner prescribed in article 2168 and conforming to the other formalities prescribed in article 2131 for the ordinary renewal of the registration of hypothecs.

" An index must be kept for the books used for the registration of the notice mentioned in this article, in the same manner as the index mentioned in article 2131.

" 2173. If such renewal be not effected, the real rights preserved by the first registration have no effect against other creditors and subsequent purchasers whose claims have been regularly registered.

" 2176a. Whenever the plan of the lots of any city, town, village, parish, township, or any division whatsoever of such localities, forming part of any registration division, has been made in conformity with the law, the Lieutenant-Governor in Council may cause to be filed in the registrar office of the proper registration division, a correct copy of such plan, together with a copy of the book of reference relating thereto.

" The deposit of these plan and book of reference is announced by a proclamation of the Lieutenant-Governor in Council, which at the same time determines the day upon which the provisions of the article 2168 shall come into force in such registration division, respecting the localities whereof the plan has been so filed ; and from the date of the period fixed in such proclamation, all the provisions of this code apply to these plan and to such book of reference and to all properties comprised in the said plan, and to all contracts, hypothecs or acts whatever concerning or affecting these properties, in the same manner as if the plan of the whole registration division had been deposited in conformity with article 2166."

AND WHEREAS the Honorable the Commissioner of Colonization and Mines of Our Province of Quebec, has caused to be prepared, under his superintendence, correct plans and books of reference of

partie du canton de Barnston, comprise dans la division d'enregistrement de Coaticook ;

ET ATTENDU que les dits plans et livres de renvoi ont été dressés jusqu'à une date précise marquée en iceux, lesquels sont signés par Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, et restent dans les archives de son bureau ; ET ATTENDU que des copies des dits plans et livres de renvoi certifiées par le dit Commissaire de la Colonisation et des Mines, ont été déposées dans le bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de COATICOOK, relativement au village de DIXVILLE, et de la partie du canton de BARNSTON, comprise dans la division d'enregistrement de COATICOOK, et restent ouvertes à l'inspection du public, pendant les heures de bureau, savoir : depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures de l'après-midi, chaque jour de la semaine, les dimanches et les fêtes exceptés ; ET ATTENDU qu'à l'égard des dits plans et livres de renvoi, Notre dit Commissaire de la Colonisation et des Mines s'est en tout point, conformé aux dispositions du dit article 5662 des Statuts refondus de la province de Québec, et à celles du Code Civil du Bas-Canada qui s'y rapportent.

ET ATTENDU que le lieutenant-gouverneur de Notre dite Province de Québec, de l'avis du Conseil Exécutif de la dite Province, a fixé le TROISIEME jour du mois de JUILLET prochain, comme devant être le jour à partir duquel les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement de COATICOOK, relativement au village de Dixville et à la partie du canton de BARNSTON, comprise dans la division d'enregistrement de COATICOOK, faisant partie de la dite division d'enregistrement :

A CES CAUSES, Nous déclarons, par Notre présente Proclamation, qu'à partir du dit TROISIEME jour du mois de JUILLET prochain, les dispositions de l'article 2168 du Code Civil du Bas-Canada, deviendront et seront en vigueur dans la dite division d'enregistrement de COATICOOK, relativement au village de DIXVILLE et à la partie du canton de BARNSTON, comprise dans la division d'enregistrement de COATICOOK ; Et par ces présentes, Nous invitons toutes personnes ayant des hypothèques enregistrées dans la dite division d'enregistrement de Coaticook, de les renouveler dans les deux ans qui suivront le dit TROISIEME jour du mois de JUILLET prochain, à peine de perdre la priorité conférée par le dit Code Civil.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec. TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-NEUVIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

JOSEPH SHEHYN,

2443 Secrétaire de la province intérimaire.

Canada,
Province de
Québec.

[L. S.]

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

the village of Dixville, and of a part of the township of Barnston, comprised in the registration division of the county of Coaticook ;

AND WHEREAS such plans and books of reference have been made up to some precise date marked upon the same, which bear also the signature of Our said Commissioner of Colonization and Mines, and remain of record in his office ; AND WHEREAS a copy of such plans and books of reference certified by the said Commissioner of Colonization and Mines, has been deposited in the office of the registrar for the registration division of the county of COATICOOK, respecting the village of DIXVILLE, and of the part of the township of BARNSTON, comprised in the registration division of COATICOOK, and there remain open to the inspection of the public, during office hours, that is to say : between the hours of nine in the forenoon and three in the afternoon, every day of the week, excepting Sundays and Holidays ; AND WHEREAS, so far as regards such plans and books of reference, Our said Commissioner of Colonization and Mines has, in every respect, complied with the provisions of the said article 5662 of the Revised Statutes of the Province of Quebec and with those of the Civil Code of Lower Canada relating thereto.

AND WHEREAS the Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec, with the advice of the Executive Council thereof, has fixed the THIRD day of the month of JULY next, as the day from and after which the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada shall come into force in the said registration division of the county of COATICOOK, respecting the village of DIXVILLE and the part of the township of BARNSTON, comprised in the registration division of COATICOOK, forming part of the said registration division ;

NOW KNOW YE, that We do, by this Our Proclamation, declare that from the said THIRD day of the month of JULY next, the provisions of article 2168 of the Civil Code of Lower Canada, shall come into force in and apply respectively to the said registration division relating to the village of DIXVILLE and the part of the township of BARNSTON, comprised in the registration division of COATICOOK ; And We do hereby call upon all persons having hypothecs registered in the said registration division of Coaticook, to renew the same within the period of two years after the said THIRD day of the month of JULY next, on pain of the forfeiture of priority provided in the said Civil Code.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable LOUIS A. JETTE, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, the TWENTY-NINTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

JOSEPH SHEHYN,

2444 Provincial secretary ad interim.

Canada,
Province of
Quebec.
(L. S.)

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, }
Assist. Proc. Général. } **A**TTENDU que dans et par un acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, fait et passé dans la trentième année de Notre Règne, et intitulé : "Acte concernant l'union et le gouvernement du Canada, de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que les objets qui s'y rattachent," il est, entre autres choses décrété que "le Lieutenant-Gouverneur de Québec pourra, de temps à autre, par proclamation, sous le grand Sceau de la province, devant venir en force au jour y mentionné, établir des cantons dans les parties de la province de Québec, dans lesquelles il n'en a pas encore été établis et en fixer les tenants et aboutissants ;" Et ATTENDU que Nous avons jugé à propos d'établir une certaine étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le comté d'OTTAWA, dans le district d'OTTAWA, dans Notre province de Québec, en un canton sous le nom de canton LESAGE.

A CES CAUSES, sous l'autorité du susdit Acte du Parlement de Notre Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Nous avons établi, et par Notre présente proclamation royale, établissons en un canton, sous le nom de canton LESAGE, cette étendue de Nos terres incultes, sise et située dans le dit comté d'OTTAWA, dans le dit district d'OTTAWA, dans Notre dite province de Québec, et délimitée et décrite comme suit, dans et par le rapport de l'honorable Adélaïde Turgeon, Notre Commissaire de la Colonisation et des Mines, dans Notre dite province de Québec, fait au Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province, savoir :

Le canton Lesage est borné au nord, partie par le canton Loranger, et partie par le terrain arpenté et actuellement connu sous le nom de canton Montigny ; au sud, partie par le canton Gagnon et partie par les terres vacantes de la Couronne ; à l'est, par le canton La Minerve ; et à l'ouest, par les terres vacantes de la Couronne.

Le territoire dont se compose le dit canton Lesage est limité comme suit, savoir :

1o A l'est par une ligne droite de cinq cent trente-huit chaînes et soixante chaînons, plus ou moins, d'après mesurage, et suivant la direction du nord vrai, depuis le sommet de l'angle sud-ouest du canton La Minerve (sommet qui se trouve dans le Lac aux Sables, à vingt chaînes de la rive est de ce dernier, sur le prolongement de la limite sud du dit canton La Minerve) jusqu'à la borne plantée au sommet de l'angle nord-est du dit territoire, qui est en même temps celui de l'angle nord-ouest du dit canton La Minerve.

2o Au nord, par une ligne droite, partant du sommet de l'angle nord-ouest du canton La Minerve, établie suivant la direction de l'ouest astronomique et mesurant sept cent quatre-vingt-une chaînes et cinquante-cinq chaînons, plus ou moins, d'après mesurage, ligne qui se termine à la borne plantée au sommet de l'angle nord-ouest du dit canton Lesage, sur la limite sud du canton Montigny.

3o A l'ouest, par une ligne droite établie suivant la direction sud, trois degrés est, astronomiquement et mesurant cinq cent vingt-neuf chaînes, plus ou moins, d'après mesurage, depuis la borne mentionnée en dernier lieu jusqu'à la borne qui marque l'angle sud-ouest du susdit canton Lesage.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

L. J. CANNON, }
Asst. Atty. General. } **W**HEREAS, in and by an act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, made and passed in the thirtieth year of Our Reign, and intitled: "An Act for the union of Canada, Nova Scotia and New Brunswick, and the government thereof, and for the purposes connected therewith," it is, amongst other things, enacted that "the Lieutenant Governor of Quebec may, from time to time, by proclamation, under the great Seal of the province, to take effect from a day to be appointed therein, constitute townships in those parts of the Province of Quebec, in which townships are not yet constituted, and fix the metes and bounds thereof ; And whereas We have thought proper to constitute that certain extent of Our wild lands situate and being in the county of OTTAWA, in the district of OTTAWA, in Our Province of Quebec, into a township under the name of township LESAGE.

THEREFORE, under the authority of the aforesaid Act of the Parliament of Our United Kingdom of Great Britain and Ireland, We have constituted, and by this Our Royal Proclamation, We do constitute into a township, under the name of township LESAGE, the said extent of Our wild lands, situate and being in the said county of OTTAWA, in the said district of OTTAWA, in Our said Province of Quebec, and bounded and described as follows, in and by the report of the Honorable Adélaïde Turgeon, Our Commissioner of Colonization and Mines, in Our said Province of Quebec, made to the Lieutenant Governor of Our said Province, to wit :

The township Lesage is bounded on the north, partly by the township Loranger, and partly by the land surveyed and actually known by the name of township Montigny ; on the south, partly by the township Gagnon and partly by the wild lands of the Crown ; on the east by the township La Minerve ; and on the west, by the wild lands of the Crown.

The territory of which the said township Lesage is composed is bounded as follows, to wit :

1. On the east by a straight line of five hundred and thirty eight chains and sixty links, more or less, by measurement, and running in a direction due north, from the summit of the south west angle of the township La Minerve, (which summit is at Lake aux Sables, at twenty chains from east bank of this latter, on the prolongation of the south limit of the said township La Minerve), to the boundary planted at the summit of the north east angle of the said territory, which is at the same time that of the north west angle of the said township La Minerve.

2. On the north by a straight line starting from the summit of the north west angle of the township La Minerve, drawn in the direction astronomically west and measuring seven hundred and eighty one chains and fifty five links, more or less, by measurement, which line ends at the boundary planted on the summit of the north west angle of the said township Lesage, on the south limit of the township Montigny.

3. On the west by a straight line drawn in the south direction, three degrees east astronomically and measuring five hundred and twenty nine chains, more or less, by survey, from the boundary lastly mentioned to the boundary which marks the south west angle of the said township Lesage.

40 Enfin, au sud, par une ligne droite partant de la borne qui marque l'angle sud-ouest du canton Lesage, ligne établie dans la direction est astronomiquement, sur une longueur de sept cent quatre-vingt-six chaînes et vingt chaînons, plus ou moins, d'après mesurage, et se terminant au point de départ de la présente description.

La superficie totale du territoire ainsi décrit, est d'environ quarante mille neuf cent cinquante acres (40,950 ac.), plus ou moins, tel que le tout apparaît du diagramme ou plan du dit territoire, annexé au dit rapport, et en autant que la nature et les circonstances le permettent, et conformément aux rapports d'arpentage produits et demeurés de record dans le département de la Colonisation et des Mines ;

ET DE PLUS, conformément aux dispositions du dit acte, déclarons et ordonnons par les présentes que le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET prochain, sera le jour à compter duquel et après lequel Notre présente proclamation viendra en force, et que la dite étendue de terre, telle que ci-dessus délimitée et décrite, et toute et chaque partie d'icelle, sera et demeurera, à compter du dit VINGT-QUATRIÈME jour du mois de JUILLET prochain, un canton sous le nom du canton LESAGE, à toutes fins et intentions quelconques, nonobstant toute erreur dans les bornes, tout faux nom, ou toutes autres imperfections ou omissions touchant la dite étendue de terre par les présentes établie en un canton sous le nom de canton LESAGE, comme susdit.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce VINGT-QUATRIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

JOSEPH SHEHYN,

2427 Secrétaire de la province intérimaire.

Canada
Province de
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ

VICTORIA, par la Grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qu'il devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le DIXIÈME jour de JUILLET dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le DIXIÈME jour du mois de JUILLET mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

4. Lastly, on the south by a straight line starting from the boundary marking the south west angle of the township Lesage, line running east astronomically, for a length of seven hundred and eighty-six chains and twenty links, more or less, by measurement, and ending at the starting point of the present description.

The area of the said territory is of forty thousand nine hundred and fifty (40,950) acres, more or less, such as the whole appears from the diagram or plan of the said territory annexed to the said report, and in so far as the nature and circumstances permit, and in conformity with the reports of survey filed and remaining of record in the Colonization and Mines Department.

AND MOREOVER, in accordance with the provisions of the said act, We do by these presents declare and ordain that the TWENTY-FOURTH day of the month of JULY next, shall be the day from and after which Our present Proclamation shall come into force, and that the said extent of territory, bounded and described as above, and each and every portion thereof shall be and remain, from the said TWENTY-FOURTH day of the month of JULY next, a township under the name of the township LESAGE, for all intents and purposes whatsoever, notwithstanding any error in the boundaries, any incorrect name or any other imperfections or omissions respecting the said extent of territory hereby constituted into a township under the name of the township LESAGE, as aforesaid.

Of all which Our loving subjects, and all other whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable LOUIS A. JETTÉ, Lieutenant-Governor of the Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this TWENTY-FOURTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

JOSEPH SHEHYN,

2428 Provincial Secretary ad interim.

Canada,
Province of
Québec
[L. S.]

L. A. JETTÉ.

VICTORIA, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, Queen, Defender of the Faith, &c., &c., &c.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councilors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TENTH day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, you and each of you—GREETING :

PROCLAMATION.

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TENTH day of the month of JULY, one thousand eight hundred and ninety-nine, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : **TÉMOIN**, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'honorable **LOUIS AMABLE JETTE**, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce TROISIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre-Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, et de Notre Règne la soixante et troisième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

331

Avis du Gouvernement

No 3051.98.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier (1899), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Paul de Chester, comté d'Arthabaska, l'arrondissement No 10, comprenant le village de Saint-Paul de Chester, avec les limites qui lui sont assignées comme tel arrondissement et tel village, et l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Paul de Chester."

2445

No 150-99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier (1899), de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Norbert, comté d'Arthabaska, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Norbert, savoir :

Les lots Nos 205 jusqu'à et y compris le No 228, ainsi que les lots Nos 247, 248, 249, et aussi les Nos. 159, 161 et 162 du dit cadastre, et les annexer, pour les fins scolaires, à la municipalité de Saint-Christophe, dans le même comté.

Cette délimitation prend effet le 1er juillet (1899).

2447

Now KNOW YE, that for divers causes and considerations, and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on SATURDAY, the NINETENTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. **HEREIN FAIL NOT.**

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: **WITNESS**, Our Trusty and Well-Beloved the Honorable **LOUIS AMABLE JETTE**, Lieutenant Governor of the Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this THIRD day of JULY, in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and ninety-nine, and in the sixty-third year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Quebec.

1332

Government Notices

No. 3051.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Application to erect a new school municipality.

His Honor the **LIEUTENANT-GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 30th June last (1899), to detach from the school municipality of Saint Paul of Chester, county of Arthabaska, district No. 10, comprising the village of Saint Paul of Chester, with the limits which are assigned to it as such district and such village, and erect it into a distinct school municipality under the name of "Village of Saint Paul of Chester."

2446

No. 150.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the **LIEUTENANT-GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 30th June last (1899), to detach from the school municipality of Saint Norbert, county of Arthabaska, the following lots of the cadastre of the parish of Saint Norbert, to wit :

Lots Nos. 205 to and comprising No. 228, as well as lots Nos. 247, 248, 249, and also Nos. 159, 161 and 162 of the said cadastre, and to annex them, for school purposes, to the municipality of Saint Christophe, in the same county.

This annexation take effect on the 1st of July (1899).

2448

No. 2222.96.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier (1899), de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Anne de Bellevue, comté de Jacques-Cartier, la partie du lot No 296, du cadastre de la paroisse de Sainte-Anne-du-Bout-de-l'Île, mesurant deux cents pieds de front sur la profondeur qu'il y a à partir du chemin public qui le borne en front, à aller au Lac Saint-Louis, qui le borne en profondeur ; tenant d'un côté au nord-est au No 237, et d'autre côté à M. Robert Reford, et l'annexer pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de Sainte-Anne du Bout-de-l'Île, dans le même comté. 2449

No 444.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Délimitation de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier (1899), de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Cécile, comté de Beauharnois, les lots suivants du cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile, savoir : Nos 84, 85, 88, et partie des lots Nos 83, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97 et 98, et leur subdivision, et les annexer pour les fins scolaires, à la municipalité scolaire de "Sala-berry", dans le même comté.

Cette annexion prend effet le 1er juillet 1899. 2451

No 550.99.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Erection d'une nouvelle municipalité scolaire.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier (1899), de détacher de la municipalité scolaire du Coteau du Lac, comté de Soulanges, les Nos suivants du cadastre de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, savoir : depuis et y compris le No 454 jusqu'au No 512 inclusivement, et ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Côte Saint-Emmanuel." 2453

No 1071.93.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Rectification de limites de municipalités scolaires.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du 30 juin dernier (1899), d'accorder la demande faite pour que la municipalité scolaire de "Notre-Dame de Bonsecours", comté d'Ottawa, ait les mêmes limites que celles reconnues pour la paroisse du même nom, servant aux fins religieuses ; moins, la partie détachée par la proclamation en date du 29 août 1878, formant le village de Monté Bello, dans le même comté. 2455

L'association "Knights of Columbus" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

No. 2222.96.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundary of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th June last (1899), to detach from the school municipality of Sainte Anne de Bellevue, county of Jacques Cartier, the part of lot No. 296, of the cadastre of the parish of Sainte Anne du Bout de l'Île, measuring two hundred feet in front by the depth between the public highway which bounds it in front, and the Lake Saint Louis, which bounds it in rear ; bounded on one side to the north east by No.237, and on the other side by Mr.R. Reford, and to annex it for school purposes, to the school municipality of Sainte Anne du Bout de l'Île, in the same county. 2450

No. 444.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th June last (1899), to detach from the school municipality of Sainte Cecile, county of Beauharnois, the following cadastral lots of the parish of Sainte Cecile, to wit : Nos. 84, 85, 88, and part of lots Nos. 83, 86, 87, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97 and 98, and their subdivision, and annex them for school purposes, to the school municipality of "Sala-berry", in the same county.

This annexation take effect on the 1st of July, 1899. 2452

No. 550.99.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Erection of a new school municipality.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th June last (1899), to detach from the school municipality of Coteau du Lac, county of Soulanges, the following numbers of the cadastre of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, to wit : from and including No.454 to No.512 inclusively, and to erect this territory into a distinct school municipality, under the name of "Côte Saint Emmanuel." 2454

No. 1071.98.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Rectification of boundaries of school municipalities.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 30th June last (1899), to grant the application made that the school municipality of "Notre-Dame de Bonsecours", county of Ottawa, have the same limits as those recognized for the parish of that name, used for religious purposes ; less, the part detached by the proclamation dated the 29th of August, 1878, forming the village of Monte Bello, in the same county. 2456

The "Knights of Columbus" has been duly authorized to carry on business in the Province of Quebec.

La principale place d'affaires dans la province est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les actions ou procédures exercées contre elle, est John P. Kavanagh.

JOSEPH SHEHYN,

Secrétaire de la province intérimaire.

Québec, 29 juin 1899.

2421

BUREAU DU SECRÉTAIRE.

Québec, 3 juillet 1899.

Avis public est par le présent donné qu'il a plu à Monsieur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec en conseil, par ordre en date du 30 juin courant (1899), de permettre que les minutes, répertoire et index de Louis Normandin et Jules C. Normandin, en leur vivant, notaires publics, pratiquant en la paroisse de Boucherville, district de Montréal, soient remis à Victor Normandin, écrl., notaire public, pratiquant dans la cité de Montréal, en vertu des dispositions du code du notariat, (art. 3685 S. R. P. Q.).

JOSEPH SHEHYN,

2439

Secrétaire de la province pro tem

PROVINCE DE QUÉBEC.

Department des Terres, Forêts et Pêcheries.

AVIS PUBLIC

Est par le présent donné que les vente, concession, location, permis d'occupation des lots de terre dont suit une liste seront révoqués en tout temps après le trentième jour qui suivra l'affichage de l'avis qui sera fait conformément à l'article 1287 des Statuts Refondus de Québec, savoir :

Canton Marlow.

4e rang.

$\frac{1}{2}$ N. E. du lot 16, à God. Champagne.

$\frac{1}{2}$ S. O. du lot 16, à Chs. Tremblay.

$\frac{1}{2}$ S. E. du lot 16, du 5e rang, à Jean Lemieux.

E. E. TACHE.

Assistant-commissaire.

Département des Terres,
Forêts et Pêcheries.

Québec, 8 juillet 1899.

2493

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 5 juillet 1899.

Avis est par le présent donné que la compagnie "The Quebec Street Railway Company," corps politique incorporé par lettres patentes, a été dissoute conformément à une résolution des actionnaires passée à une assemblée tenue le 28 juin 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2487

Secrétaire de la province intérimaire.

EXTRAITS DES REGLES ET RÉGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bills Privés.

53.—Toute demande de bills privés, qui sont proprement du ressort de la Législature de la Province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour l'octroi d'un droit de traverser, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, villa, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun cautions, le changement de site d'aucun chef lieu,

Its principal place of business in the Province is in the city of Montreal.

Its principal agent for the purpose of receiving services in actions or proceedings taken against it is John P. Kavanagh.

JOSEPH SHEHYN,

Provincial Secretary ad interim.

Quebec, 29th June, 1899.

2422

SECRETARY'S OFFICE.

Quebec, 3rd July, 1899.

Public notice is hereby given that His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, in council, has been pleased, by an order dated the 30th of June instant (1899), to allow the transfer of the minutes, repertory and index of the late Louis Normandin and Jules C. N. Normandin, in their lifetime, notaries public, practising in the parish of Boucherville, in the district of Montreal, to Victor Normandin, esq., notary public, practising in the city of Montreal, in virtue of the provisions of the notarial code, (art. 3685 R. S. P. Q.).

JOSEPH SHEHYN,

2440

Provincial Secretary pro tem.

PROVINCE OF QUEBEC.

Department of Lands, Forests and Fisheries.

PUBLIC NOTICE

Is hereby given, that the sale, grant, location, permit of occupation of the undermentioned lots of land will be cancelled at any time after the thirtieth day following the posting of the notice in conformity with article 1287 of the Revised Statutes of Quebec, viz :

Township Marlow.

4th range.

N. E. $\frac{1}{2}$ of lot 16, to God. Champagne.

S. W. $\frac{1}{2}$ of lot 16, to Chs. Tremblay.

S. E. $\frac{1}{2}$ of lot 16, of 5th range, to Jean Lemieux.

E. E. TACHE,

Assistant-Commissioner.

Department of Lands,
Forests and Fisheries.

Quebec, 8th July, 1899.

2494

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 5th July, 1899.

Notice is hereby given that "The Quebec Street Railway Company," a body politic and incorporated by letters patent, has been dissolved pursuant to a resolution passed by the shareholders at a meeting held on the 28th of June, 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2488

Provincial secretary ad interim.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATION
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL.

Relating to notices for Private Bills.

53.—All applications for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam of slide, or other like works; the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water; the incorporation of an individual, profession or trade, or of any joint stock company; the incorporation of a city, town, village, or other municipality; the levying of any local Assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township; the removal of the site of any county town, or of local offices; the regulation of

ou d'autre bureau local, les réglemens concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage les personnes se proposant de faire cette pétition—devront en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour toute autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cent piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été vu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux réglemens de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur de la Reine, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone,

any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter, or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community; or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next receding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll-bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts or vessels, and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

60.—The expenses and costs attending in private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage; or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and, moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bills before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the Queen's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not disposed in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting

d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2121

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privées.

Nulle pétition pour un bill privé n'est reçue après expiration des deux premières semaines de la session. Aucun bill privé ne peut être présenté après l'expiration des trois premières semaines de la session. Aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne peut être reçu après l'expiration des quatre premières semaines de la session.

1. Toute demande de bills privés relative à des matières qui tombent dans les catégories de sujets dépendant de la législature de Québec, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, éclusé, digue, glissoir ou autres travaux semblables, soit pour la concession d'un droit de passage, soit pour l'incorporation d'un commerce ou métier spécial, ou d'une compagnie à fonds social; soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité; soit pour le prélèvement d'une cotisation locale; soit pour la division d'une municipalité, ou d'un comté pour des fins autres que celles de la représentation dans la législature; soit pour le changement du chef-lieu d'un comté ou le déplacement de bureaux locaux; soit pour le réarpentage d'un canton ou d'une ligne ou d'une concession de canton; soit pour concéder à un ou à des individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, ou l'autorisation de faire quoi que ce soit de nature à affecter les droits ou la propriété d'autres individus, eu se rapportant à une classe particulière de la société; soit pour faire un amendement d'une nature semblable à un statut existant, — doit être précédé d'un avis spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes être signé au nom de ceux pour qui la demande est faite et doit être publiée dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans le district concerné; et si il n'y a pas soit de journal publié en français, soit de journal publié en anglais dans le district, alors dans un journal publié en français ou dans un journal publié en anglais dans district voisin.

3. Cet avis, dans chaque cas, doit être publié d'une manière continue durant une période d'au moins un mois pendant l'intervalle entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au Greffier par ceux qui l'ont publié, pour être déposés au bureau du comité des ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill privé autorisant la construction d'un pont de péage, la ou les personnes se proposant de demander ce bill doivent, dans l'avis exigé par la règle précédente, indiquer les péages qu'elles se proposent d'exiger, l'étendue du privilège, la hauteur des arches — l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des trains de bois et navires — et l'intention de construire ou non un pont-lévis et les dimensions de ce pont.

Toute personne demandant un bill privé lui conférant quelque privilège ou profit exclusif, ou

company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE

2122

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills.

No petition or any Private Bill shall be received after the first two weeks of the Session. No Private Bill shall be introduced after the first three weeks of the Session. No report of any Standing or Select Committee upon a Private Bill shall be received after the first four weeks of the Session.

All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act, 1867, whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike, Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company, the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality, or of any County for purposes other than that of Representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local offices; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to and individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any existing Act, — shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the English and French language, and in one newspaper in the English, and in one newspaper in the French language, and in the district affected; and in default of either or such newspaper in such District, then in a similar newspaper published in an adjoining District.

3. Such Notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the Petition; and copies of the newspapers containing the first and last insertion of such notice shall, be sent by the parties who inserted such notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Order.

In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-Bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the Notice prescribed by the preceding Rule, specify the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers, for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

Any person seeking to obtain any Private Bill giving any exclusive privilege or profit, or private

conférant un avantage personnel ou corporatif, ou quelque amendement à un statut existant, doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et déposer en même temps entre les mains du comptable de la Chambre une somme suffisante pour payer l'impression de 550 exemplaires en français et 400 exemplaires en anglais, et aussi \$2.00 par page de matière imprimée pour la traduction, et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

Ces sommes doivent être payées immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant qu'il soit examiné par le comité.

Les bills pour incorporer des villes ne devront contenir que les dispositions dérogatoires à l'acte des clauses générales des corporations de ville, en spécifiant, dans chaque cas particulier, la clause du statut général que l'on désira éluder et en remplaçant par une nouvelle clause celle à laquelle il sera ainsi dérogé. Les bills qui ne seront pas rédigés conformément à cette règle, seront refusés par ceux qui en demanderont la passation et réimprimés à leurs dépens, avant d'être examinés par le comité des bills privés.

"Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre, et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoirs électriques ou hydrauliques devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer."

"Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone et la situation des ateliers des compagnies de pouvoirs électriques et hydrauliques devront être produits devant le comité auquel ces bills seront référés, et ce comité ne pourra procéder avant leur production."

"Lorsque les bills privés sont introduits dans le but d'amender des actes existants, ces bills doivent décréter que la clause que l'on désire amender soit révoquée et remplacée par la nouvelle clause, en indiquant les amendements entre crochets."

Dans le cas où les promoteurs de ces bills ne se conformeraient pas à cette disposition, le greffier en chef du bureau des bills privés doit les faire imprimer dans cette forme aux frais des promoteurs.

a) "Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente."

L. G. DESJARDINS

Greffier de l'Assemblée Législative.

or corporate advantage, or for any amendment to any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 400 copies in English and 550 copies in French, and also \$2 per page of printer matter for the translation and 50 cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the contractor.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

Such payments shall be made immediately after the second reading before the consideration of the Bill by such Committee.

Bills for the incorporation of town only shall contain such provisions as may derogate from the town corporations general clauses act, specifying in each special case the clause of the general act which is sought to be departed from, and replacing it by a new clause to be substituted for the one so departed from. Bills which are not framed according to this rule shall be re-framed by the promoters and reprinted at their expense before the Private Bills Committee passes upon such clauses.

All Bills authorizing the building of any railway, turnpike road, telegraph or telephone line shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating electric, water and power companies shall clearly specify the particular privilege conferred, with the name of the places in which they are to be exercised.

Plans shewing the routes of such railways, turnpike roads, telegraph or telephone lines, positions of the works of any such electric, water and power companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

When Private Bills are introduced for the purpose of amending existing acts, such Bills shall enact that the clause sought to be amended be repealed, and replaced by the new clause, indicating the amendment between brackets:

In the event of the promoters not complying with this rule, the chief clerk of the private bills office shall be charged with the duty of having the bills printed in that shape at the expense of the promoters.

(a) "Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist; shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter; and the Private Bills Committee shall not proceed with a such Bill until an authentic copy of a formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee."

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly;

Avis Divers

Province de Québec,
District de Bedford.
Comté de Missisquoi.

Avis public est par les présentes donné que les francs-tenanciers de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, dans les dits comté et district, ont formé une compagnie d'assurance mutuelle sous le nom de "La Compagnie d'assurance mutuelle contre le feu et le vent de la paroisse de Saint-George de Clarenceville."

Que cette compagnie s'est conformée aux exigences du second paragraphe de la 18e section du chap. 3e, du titre XI des S. R. P. Q., et suivant certaines dispositions de la 17e sect. du même chap., concernant les compagnies d'assurance de comté.

Qu'après la publication du présent avis, la dite compagnie sera considérée comme corps politique et corporation, suivant les dispositions des dits statuts.

Qu'enfin la dite compagnie commencera à effectuer des assurances et à émettre des polices le vingt-deuxième jour du mois de juillet (1899).

Donné à Clarenceville, ce 30e jour de mai 1899.

J. A. TIPPING,
Secr.-Trés.

2463

Avis public est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés :

1o Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The Dr Kohr Medecine Company."

2o L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer toutes sortes de médecines patentées et de les vendre, et en général de manufacturer, acheter, vendre toutes sortes de médecines patentées et en faire le commerce, et aussi d'acquérir des marques de commerce pour les médecines patentées et les vendre, et en général de faire les affaires de médecines patentées et d'acquérir toutes choses nécessaires en rapport aux dites affaires.

3o La principale place d'affaires sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant proposé du fonds social sera de dix mille piastres, divisé en dix mille actions de une piastre chacune.

5o Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Thomas William Philander Patterson, de la dite cité de Montréal, agent d'assurance ; George Thompson Patterson, de Lachute, dans le comté d'Argenteuil, dans la dite province, cultivateur ; John Albert Charles Kirk, de la cité d'Ottawa, dans la province d'Ontario, commis ; Alexander Purdy, de la dite cité d'Ottawa, commis ; et Henry Boisvert, de la cité de Hull, dans la dite province de Québec, commis. Les trois

Miscellaneous Notices

Province of Quebec,
District of Bedford.
County of Missisquoi.

Public notice is hereby given that the freeholders of the parish of St-George de Clarenceville, in the said county and district, have established a Mutual Insurance Company under the name of "The Mutual fire and wind and lighting insurance company of the parish of Saint George de Clarenceville."

That the said company has complied with the requirements of the second paragraph of the 18th section of the 3rd chapter of the XI title of the R. S. P. Q., and with certain dispositions of the 17th section of the same chapter, concerning the insurance companies in counties.

That after the publication of this present notice, the said company will be considered as a politic and corporate body, according to the dispositions of said Statutes.

And will begin to effect insurances and to issue policies on the twenty-second day of July next (1899).

Given at Clarenceville, the thirtieth day of May, 1899.

J. A. TIPPING,
Sec.-Treas.

2464

Public notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette", application will be made to the Lieutenant Governor in council, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies incorporation act, incorporating the applicants hereinafter named and all others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned :

1. The corporate name of the proposed company is the Dr Kohr Medecine Company.

2. The object for which incorporation is sought is to manufacture all kinds of patent medicines and to sell the same, and generally to manufacture, buy and sell and deal in all kinds of patent medicines, and also to acquire trade marks for patent medicines and sell the same, and generally to carry on a patent medicine business, and to acquire everything necessary for the prosecution of the said business.

3. The chief place of business will be at the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of capital stock is ten thousand dollars divided into ten thousand shares of one dollar each.

5. The names in full and the address and calling of each of the applicants are : Thomas William Philander Patterson, of the said city of Montreal, insurance agent ; George Thompson Patterson, of Lachute, in the county of Argenteuil, in said province, farmer ; John Albert Charles Kirk, of the city of Ottawa, in the province of Ontario, clerk ; Alexander Purdy, of the said city of Ottawa, clerk, and Henry Boisvert, of the city of Hull, in the said province of Quebec, clerk. And that the

requérants ci-dessus en premier lieu nommés seront les premiers directeurs de la compagnie. Tous les susdits requérants sont sujets anglais et résidents en Canada.

J. A. C. KIRK,
Procureur des requérants.
Montréal, 29 juin 1899. 2433

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social, des statuts révisés de la province de Québec, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, à savoir :

1o Le nom collectif de la compagnie sera "The Grand'Mère Land Company".

2o Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont d'acheter, louer ou échanger ou acquérir autrement toutes terres ou bâtisses dans le village de Grand'mère et ailleurs dans la province de Québec, et tous biens, intérêts et droits concernant les dites terres et bâtisses ; de développer et faire valoir toutes terres acquises par la compagnie ou sur lesquelles elle a des intérêts, en les traçant et préparant pour les fins de construction ; d'y bâtir, construire et ériger des maisons, magasins et autres bâtisses ; de vendre, louer et en général faire le commerce de terres et bâtisses acquises et érigées par la compagnie ; de prêter de l'argent sur garantie de biens-fonds et bâtisses et autrement, aux locataires, constructeurs, entrepreneurs et autres personnes, aux termes et conditions que la compagnie jugera à propos ; et à cet effet d'avoir tous les pouvoirs nécessaires pour emprunter et placer les argents, vendre les meubles et immeubles et en disposer, et, tous tels autres pouvoirs nécessaires pour transiger les dites affaires.

3o La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans le village de Grand'Mère, dans la Province de Québec.

4o Le montant du fonds social sera de trente mille piastres.

5o Le nombre d'actions sera de six cents, de cinquante piastres chacune.

6o Les noms au long, résidences et professions des requérants dont la majorité sont sujets anglais et résidents en Canada, sont comme suit :

Russell Alexander Alger, junior, du village de Grand'Mère, gentilhomme ;

Victor Evelyn Mitchell, des cité et district de Montréal, avocat ;

Douglass Lorne McGibbon, du village de Grand'Mère, agent ;

William Forrest Robinson, des cité et district de Montréal, comptable ;

Edouard Fabre Survejer, des cité et district de Montréal, avocat ;

Les susdits Russell Alexander Alger, junior, Victor Evelyn Mitchell et Douglas Lorne McGibbon seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires.

McGIBBON, CASGRAIN,
RYAN & MITCHELL,
Procureurs des Requérants.

Montréal, 5 juillet 1899. 2473.

three petitioners first above named are to be the first directors of the company. That all the above petitioners are british subjects resident in Canada.

J. A. C. KIRK,
Attorney for petitioners.
Montreal, 29th June, 1899. 2434

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the "Quebec Official Gazette", application will be made to His Honor the lieutenant-governor of the Province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent, under the provisions of the joint stock companies' incorporation act, of the Revised Statutes of the Province of Quebec, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company is "The Grand'Mère Land Company".

2. The objects for which incorporation is sought are to purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire any lands and buildings in the village of Grand'Mère and elsewhere in the Province of Quebec, and any estate or interest in and any rights connected with any such lands and buildings ; to develop and turn to account any lands acquired by or in which the company is interested, by laying out and preparing the same for building purposes ; to build, construct and erect houses, stores and others buildings thereon ; to sell, lease, rent and generally deal in the lands and buildings acquired and erected by the company ; to lend money on the security of real estate and buildings, and otherwise, to tenants, builders, contractors and other persons, upon such terms and conditions as the company may think fit ; and for such purposes to have all necessary powers for borrowing and investing moneys, selling and disposing of real and personal property, and such other powers as are necessary and incidental thereto.

3. The chief place of business of said company will be the village of Grand'Mère, in the Province of Quebec.

4. The intended amount of capital stock is thirty thousand dollars.

5. The number of shares is to be six hundred, of the value of fifty dollars each.

6. The names in full, with the addresses and calling of each of the applicants, the majority of whom are british subjects and resident in Canada, are as follows :

Russell Alexander Alger, junior, of the village of Grand'Mère, gentleman ;

Victor Evelyn Mitchell, of the city and district of Montreal, advocate ;

Douglass Lorne McGibbon, of the village of Grand'Mère, agent ;

William Forrest Robinson, of the city and district of Montreal, accountant ;

Edouard Fabre Survejer, of the city and district of Montreal, advocate ;

Of the above applicants Russell Alexander Alger, junior, Victor Evelyn Mitchell, and Douglass Lorne McGibbon are to be the first or provisional directors.

McGIBBON, CASGRAIN
RYAN & MITCHELL,
Attorneys for applicants.

Montreal, 5th July, 1899. 2474.

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir une charte en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, incorporant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

1° Le nom collectif de la compagnie sera : "La Prairie Brick Company."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) D'acheter, acquérir et prendre de Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, les affaires maintenant conduites par lui sous le nom de "The Laprairie Pressed Brick Company," comprenant les immeubles, matériel, machines, clientèle, patentes, marques de commerce et tout l'actif quelconque en rapport avec les dites affaires ;

(b) De faire les affaires comme manufacturiers de briques, tuiles et tous autres articles faits avec l'argile ou schiste ;

(c) En faire le commerce, soit par achat, vente, loyer ou autrement, aucune espèce de matériel utile pour faire les dites affaires ; et de plus de louer ou acheter et posséder des immeubles dans le but des dites affaires ; de construire toutes bâtisses pour les affaires de la compagnie, et résidences pour les employés ou autres en rapport avec icelles, magasins et autres bâtisses dans le but de faire les affaires de marchands en général, et d'acheter et vendre tous tels immeubles ;

(d) Acquérir par aucune sorte de contrat, posséder, exploiter, vendre et louer tous ou aucun droit de patente en rapport aux susdites affaires, ou nécessaires ou convenables aux dites affaires de la dite compagnie, et en disposer.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera à Montréal, dans la province de Québec.

4° Le montant proposé du fonds social sera de cent cinquante mille piastres (\$150,000.00).

5° Le nombre d'actions sera de quinze cents (1500), de cent piastres (\$100.00) chacune.

6° Les noms au long de chacun des requérants sont comme suit : Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, entrepreneur ; Paul Galibert, gentilhomme ; James Westley Tester, marchand ; Avila Chretien Zuagg, médecin ; Narcisse Théophile Gagnon, marchand ; et Frederick Westbrooke, comptable, tous des cité et district de Montréal ; et Thomas Anderson Trenholme, gentilhomme, de Montréal-Ouest, dans le dit district. Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, Thomas Anderson Trenholme, James Westley Tester, Paul Galibert et Frederick Westbrooke seront les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté.

FOSTER, MARTIN, GIROUARD

ET LEMIEUX,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 17 juin 1899.

2337-3

Canada,
Province de Québec.
District de Montréal.

Avis public est par le présent donné que, en vertu des sections des statuts révisés de la province de Québec, connues sous le nom de la loi corporative des compagnies à fonds social, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation par lettres patentes sous le grand Sceau de cette province, pour obtenir une charte incorporant les requérants ci-après nommés et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires de la compagnie proposée, en corps politique et incorporé sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés.

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the lieutenant governor in council, for a charter under the provisions of the Joint Stock Companies' Act, to incorporate the applicants and such other persons as may become shareholders of the proposed company, as a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1. The corporate name of the company is to be : "Laprairie Brick Company."

2. The objects for which incorporation is sought are :

(a) To purchase, acquire and take over from Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, the business now being carried on by him under the name of "The Laprairie Pressed Brick Company", including real estate, plant, machinery, good will, patents, trade marks, and all assets whatsoever in connection with said business ;

(b) To carry on business as manufacturers of bricks, tiles and all other articles made from clay or shale ;

(c) To deal in, either by way of purchase, sale, lease or otherwise, any species of material useful for carrying on the said business ; and further to lease or purchase and hold real estate for the purpose of said business ; to construct all buildings appertaining to the company's business, and residences for employees, or others connected therewith, and stores and other buildings for the purpose of carrying on the general business of merchants, and to buy and sell all such real estate ;

(d) To acquire by any sort of contract, own, put in practice, sell, and lease or otherwise dispose of all or any patent rights applicable to the foregoing subject matter, or necessary or convenient for the said business of the said company.

3. The chief place of business of the said company is to be at Montreal, in the province of Quebec.

4. The proposed amount of the capital stock is one hundred and fifty thousand dollars (\$150,000.00).

5. The number of shares is to be fifteen hundred (1500), par value one hundred dollars (\$100.00) each.

6. The names in full of each of the applicants are as follows : Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, contractor ; Paul Galibert, gentleman ; James Westley Tester, merchant ; Avila Chretien Zuagg, physician ; Narcisse Théophile Gagnon, merchant ; and Frederick Westbrooke, accountant, all of the city and district of Montreal ; and Thomas Anderson Trenholme, gentleman, of Montreal West, in said district ; of whom Joseph Wilfrid Rodolphe Brunet, Thomas Anderson Trenholme, James Westley Tester, Paul Galibert and Frederick Westbrooke are to be the first or provisional directors of said company, and who are all residing in Canada, and subjects Her Majesty.

FOSTER, MARTIN, GIROUARD

AND LEMIEUX

Solicitors for applicants.

Montreal, 17th June, 1899.

2338

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal.

Public notice is hereby given, under the sections of the revised statutes of the province of Quebec, known as the "Joint Stock Companies Incorporation Act," that within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application shall be made to the lieutenant governor of the province of Quebec, for a charter of incorporation by letters patent under the great Seal of this province, for the granting of a charter incorporating the applicants hereinafter named and such others who may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate under the name and for the purposes hereinafter mentioned.

1° Le nom collectif de la compagnie proposée sera "The French Medical Company".

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée, sont :

(a) Manufacturer, acheter et vendre des médecines patentées et autres compositions médicales ;

(b) Commencer et faire les affaires en général de médecines patentées et de leurs propres médecines ;

(c) Acquérir par achat, loyer, par paiement de royauté ou par d'autres moyens reconnus par la loi toutes médecines patentées ou leurs propres médecines ;

(d) Acheter, louer, acquérir, vendre, hypothéquer des immeubles dans les buts des affaires de la dite corporation.

(e) Placer les argents de la dite corporation aux conditions des règlements de la dite corporation, qui seront faits à l'avenir par la dite corporation ;

(f) Acheter, louer, acquérir, utiliser, vendre toutes patentes d'invention, droits de patente et améliorations et en faire le commerce, marques de commerce et noms de commerce capables d'être employés pour les fins de la compagnie et y ayant rapport, applicables et en rapport aux médecines patentées et leurs propres médecines, et leur usage et application ;

(g) Donner des licences en vertu de telles patentes et de vendre, transporter, céder et louer des droits en vertu d'icelles et de recevoir en paiement d'icelles des royautés, actions de fonds social, bons ou autres garanties d'autres corporations ayant des objets tout-à-fait ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

(h) Acquérir des actions, débetures et garanties d'autres compagnies semblables en considération pour effets, articles et marchandises ou autres choses vendues à telles compagnies semblables dans le cours ordinaire des affaires, ou pour services rendus à telles autres compagnies ;

(i) Emettre à aucune personne des actions payées non saisissables du fonds social de la dite compagnie en paiement ou en échange ou en considération du transport à la compagnie d'aucun meuble ou immeuble, ou aucune patente d'invention ou aucuns droits d'icelles ou pour aucune réclamation, aucun intérêt ou aucun paiement pour les services ou les intérêts d'aucun directeur ou employé de la compagnie.

3° L'endroit dans les limites de la province de Québec, choisi pour sa principale place d'affaires, sera dans la cité de Montréal.

4° Le montant proposé du fonds social sera de \$25,000.00.

5° Le nombre d'actions sera de 500, et le montant de chaque action sera de \$50.00.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants sont : Edmund Guerin, avocat ; Edward Cavanagh, marchand ; Terence Francis Moore, marchand ; Jules d'Estimauville Clément, comptable, et Napoléon George Valiquette, marchand, tous des cité et district de Montréal, lesquels sont tous résidents en Canada, et sujets de Sa Majesté, et seront les premiers directeurs de la compagnie.

MADORE, GUERIN & MERRILL,

Procureurs des requérants.

Montréal, 20 juin 1899.

2339.2

Province de Québec,
District de Gaspé,
Comté de Bonaventure.
No 790.

Cour Supérieure.

Dame Rosalie Winter, de New Carlisle, dans les comté et district susdits, épouse commune en biens de Chrysologue Hudon Beaulieu, du même lieu, marchand, a intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,

Procureurs de la demanderesse.

New Carlisle, 26 juin 1899.

2435

1. The corporate name of the proposed company shall be "The French Medical Company."

2. The objects for which the incorporation is sought, are :

(a) To manufacture, purchase and sell patent medicines and other medical compounds ;

(b) To trade and deal generally in proprietary and patent medicines ;

(c) To acquire by purchase, lease, by payment of royalty or by other methods recognized by law all patent and proprietary medicines ;

(d) To purchase, lease, acquire, sell and mortgage real estate for the purpose of the business of the said corporation ;

(e) To invest the monies of the said corporation according to the terms of the by-laws of the said corporation, which may be hereinafter made by the said corporation ;

(f) To purchase, lease, acquire, apply, work, sell and deal in all patents of invention, patents rights and improvements thereon, trade marks and trade names capable of being used for the purposes of the company and relating, applicable to and affecting patent and proprietary medicines, and their use and application ;

(g) To license under such patents and to sell, transfer, assign and lease rights under the same and to receive in payment thereof royalties, shares of the capital stock, bonds or other securities of other corporations having objects altogether or in part similar to those of this company ;

(h) To acquire shares, debentures and securities of other similar companies as the consideration for goods, ware and merchandise or other things sold to such similar companies in the ordinary course of business, or for services rendered to such other companies ;

(i) To issue to any persons paid-up unassessable shares in the capital stock of the said company in payment or in exchange for or in consideration of the transfer to the company of any real or personal property or any patents of invention or any rights thereunder or for any claims, any interest or any payment for the services or the interest of any director or employee of the company.

3. The place within the limits of the province of Quebec, selected as its chief place of business shall be the city of Montreal.

4. The proposed amount of the capital stock shall be \$25,000.00.

5. The number of shares shall be 500, and the part value of each share shall be \$50.00.

6. The names in full and the addresses and callings of each of the applicants are : Edmund Guerin, advocate ; Edward Cavanagh, merchant ; Terence Francis Moore, merchant ; Jules d'Estimauville Clément, accountant, and Napoléon George Valiquette, merchant, all of the city and district of Montreal, and all of whom are residents of Canada, and subjects of Her Majesty, and they shall be the first directors of the company.

MADORE, GUERIN & MERRILL,

Attorneys for applicants.

Montreal, 20th June, 1899.

2340

Province of Quebec,
District of Gaspé,
County of Bonaventure.
No. 790.

Superior Court.

Dame Rosalie Winter, of New Carlisle, in the county and district aforesaid, wife common as to property of Chrysologue Hudon Beaulieu, of the same place, merchant, has taken an action in separation as to property against her said husband.

DROUIN, PELLETIER & BELANGER,

Attorneys for plaintiff.

New Carlisle, 26th June, 1899.

2436

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2382.
Dame Margaret Brown Scott, des cité et district de
Montréal, épouse de Edward George Brooks, du
même lieu, marchand, dûment autorisée à ester
en justice, Demanderesse ;
vs.
Le dit Edward George Brooks, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
ce jour, par la dite demanderesse contre le dit dé-
fendeur.
HUTCHINSON & OUGHTRED,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 23 juin 1899. 2379-2

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2425.
Dalhousie Crevier, électricien, de la ville de Sainte-
Anne de Bellevue, dans le district de Montréal,
Demandeur ;
vs.
Dame Marie Louise St. Denis, épouse commune en
biens du dit Dalhousie Crevier, du même lieu,
Défenderesse.
Le demandeur a, ce jour, pris une action en
séparation de corps et de biens contre la défen-
deresse.

BISAILLON & BROSSARD,
Avocats du demandeur.
Montréal, 19 juin 1899. 2315-3

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 2116.
Dame Agnès alias Aggie Keegan, de la ville de
Saint-Louis, dans le district de Montréal, épouse
de Michael Griffin, journalier, du même lieu, due-
ment autorisée par un juge de la cour supérieure, a,
ce jour, pris une action en séparation de corps et de
biens contre son mari.

BISAILLON & BROSSARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 27 mai 1899. 2159-5

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 3164.
Dame Sarah Leventhan, des cité et district de
Montréal, épouse commune en biens de Charles
Pierce, du même lieu, marchand, dûment autorisée
à ester en justice, Demanderesse ;

vs.
Charles Pierce, de la dite cité de Montréal,
Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
par la demanderesse contre le défendeur.

S. W. JACOBS,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 2 juin 1899. 2197-5

Province de Québec,
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No. 3089.
Dame Martha Bertha Whitman, épouse commune
en biens de Leo Lorenzo Thomas, de la paroisse
de la Présentation de la Sainte-Vierge, fermier,
dûment autorisée à ester en justice aux fins des
présentes, Demanderesse ;

vs.
Le dit Leo Lorenzo Thomas, Défendeur.
La demanderesse a, ce jour, intenté une action
en séparation de biens contre son dit mari.

CAMPBELL, MEREDITH, ALLAN
& HAGUE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 29 mai 1899. 2213-4

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2382.
Dame Margaret Brown Scott, of the city and dis-
trict of Montreal, wife of Edward George Brooks,
of the same place, merchant, and duly authorized
à ester en justice, Plaintiff ;
vs.
The said Edward George Brooks, Defendant.
An action in separation as to property has been
instituted, this day, by the said Plaintiff against the
said defendant.
HUTCHINSON & OUGHTRED,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd June, 1899. 2380

Province of Quebec,
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2425.
Dalhousie Crevier, electrician, of the town of Sainte
Anne de Bellevue, district of Montreal,
Plaintiff ;
vs.
Dame Marie Louise St. Denis, wife commune en biens
of the said Dalhousie Crevier, of the same place,
Defendant.
The plaintiff has, this day, taken an action as to
bed and board from the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th June, 1899.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 2116.
Dame Agnès alias Aggie Keegan, of the town of
Saint Louis, in the district of Montreal, wife of
Michael Griffin, laborer, of the same place, duly
authorized by a judge of the superior court, has,
this day, taken an action as to bed and board from
her husband.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th May, 1899. 2169

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 3164.
Dame Sarah Leventhan, of the city and district of
Montreal, wife common as to property of Charles
Pierce, of the same place, merchant, and duly
authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs.
Charles Pierce, of the said city of Montreal,
Defendant.
An action in separation of property has been
instituted by plaintiff against defendant.

S. W. JACOBS,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 2nd June, 1899. 2198

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }
No. 3089.
Dame Martha Bertha Whitman, wife common as to
property of Leo Lorenzo Thomas, of the parish of
the Presentation of the Holy Virgin, farmer,
duly authorized to appear before the courts for
the purpose of these presents, Plaintiff ;

vs.
The said Leo Lorenzo Thomas, Defendant.
The plaintiff has, this day, instituted an action
for separation as to property against her said
husband.

CAMPBELL, MEREDITH, ALLAN
& HAGUE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 29th May, 1899. 2214

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No. 531.

Rose Anna Valade, épouse de Ferdinand Parent,
de la ville de Saint-Jérôme, district de Terre-
bonne, Demanderesse ;

vs.

Le dit Ferdinand Parent, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée
en cette cause.

J. VICTOR LEONARD,
Avocat de la demanderesse.

Saint-Jérôme, 1er juin 1899. 2211-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Marguerite Perron, épouse commune en
biens de Louis Bourdeau, rentier, du village de
Laprairie, et dûment autorisée par un juge de la
cour supérieure, Demanderesse ;

et

Le dit Louis Bourdeau, Défendeur.
Une action en séparation de corps et de biens a
été instituée ce jour, contre le défendeur.

BISAILLON & BROSSARD
Avocats de la demanderesse.

Montréal, 14 juin 1899. 2231-4

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 531.

Rose Anna Valade, wife of Ferdinand Parent, of
the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne,
Plaintiff ;

vs.

The said Ferdinand Parent, Defendant.
An action for separation of property has been
instituted in this cause.

J. VICTOR LEONARD,
Attorney for plaintiff.

Saint Jérôme, 1st June, 1899. 2212

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Marguerite Perron, wife common as to pro-
perty of Louis Bourdeau, gentleman, of the vil-
lage of Laprairie, duly authorized by a judge of
the superior court, Plaintiff ;

and

The said Louis Bourdeau, Defendant.
An action for separation from bed and board has
been instituted this day, against the defendant.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff

Montreal, 14th June, 1899. 2232

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re H. Brissette & Fils, voituriers, de Fernet-
ville, Qué. Faillis ;

et

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un premier et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
jusqu'au 24e jour de juillet 1899, après laquelle date
les dividendes seront payables à mon bureau, No.
1598, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur. 2431

Montréal, 5 juillet 1899.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Mantha, Lefebvre & Laperrière, manufactu-
riers de portes et châssis, de la cité de Montréal,
Faillis ;

et

Alex. Desmarteau, Curateur.
Un deuxième et dernier bordereau de dividende a
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection
jusqu'au 24e jour de juillet 1899, après laquelle date
les dividendes seront payables à mon bureau, No.
1598, rue Notre-Dame.

ALEX. DESMARTEAU,
Curateur. 2429

Montréal, 5 juillet 1899.

Province de Québec, }
District de Bedford. } *Cour Supérieure*
No. 119.

Edward A. Small et al., Demandeurs ;

vs.

Arthur A. Hunter, Défendeur ;

et

John E. Fay, Curateur.
Avis est par le présent donné qu'un premier et
dernier bordereau de dividendes a été préparé dans
cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 24e
jour de juillet courant 1899, après laquelle date les
dividendes seront payables dans mon bureau,
Knowlton, Qué.

J. E. FAY,
Curateur. 2461

Knowlton, 3 juillet 1899.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re H. Brissette & Fils, carriagemakers, of Fer-
netville, Que., Insolvents ;

and

Alex. Desmarteau, Curator.
A first and final dividend sheet has been pre-
pared in this matter, and will be open to objection
until the 24th day of July, 1899, after which date
dividends will be payable at my office, No. 1598,
Notre Dame street.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator. 2432

Montreal, 5th July, 1899.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Mantha, Lefebvre & Laperrière, sash and
door manufacturers, of Montreal, Insolvents ;

and

Alex. Desmarteau, Curator.
A second and final dividend sheet has been prepared
in this matter, and will be open to objection until
the 24th day of July, 1899, after which date dividend
will be payable at my office, 1598, Notre Dame
street.

ALEX. DESMARTEAU,
Curator. 2430

Montreal, 5th July, 1899.

Province of Quebec, }
District of Bedford. } *Superior Court.*
No. 119.

Edward A. Small et al., Plaintiffs ;

vs.

Arthur A. Hunter, Defendant ;

and

John E. Fay, Curator.
Notice is hereby given that a first and final divid-
end sheet has been prepared in this matter, and
will be open to objection until the 24th day of July
instant, 1899, after which the dividends will be
payable at my office, Knowlton, Que.

J. E. FAY,
Curator. 2462

Knowlton, 3rd July, 1899.

Province de Québec, }
District de Gaspé. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de C. H. Beaulieu, New Carlisle,
Insolvent.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un ordre de la cour, en date du 29 juin 1899, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau de Paradis & Jobin,
44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu. 2479

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Dame Césarie Duchesne, veuve de feu F. X. Balthazard, marchande publique, Montréal,
Insolvent.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 24 juillet 1899.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Kent & Turcotte,
97, rue Saint-Jacques,
Montréal, 8 juillet 1899. 2475

Province de Québec, }
District des Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
No. 42.

Dans l'affaire de Dame Lucinda Bettez, faisant affaires à Trois-Rivières, sous la raison sociale de J. A. Dupont & Cie,
Insolvent.

Avis est donné que le 4 juillet 1899, le sousigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens de la dite insolvable, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations attestées sous serment doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

EDWARD G. WIGGETT,
Curateur. 2477

Trois-Rivières, 5 juillet 1899.

Vente d'immeuble en vertu des Actes concernant la Faillite.

AVIS DE FAILLITE

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 25.

In Re Corbeil & Leveillé, manufacturiers, de Montréal,
Faillis.

Les sousignés curateurs nommés aux biens des faillis sus-nommés, vendront par encan public, y ayant été autorisés par un jugement de l'honorable juge Mathieu, en date du 1er juin 1899, les immeubles et droits ci-dessous décrits :

1° Un emplacement connu et désigné comme étant les lots Nos. 441 et 442, de la subdivision officielle du lot No. 1, du cadastre officiel pour le village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, comté d'Hochelaga—sans bâtisses.

2° Les droits des faillis dans deux emplacements situés à Maisonneuve, et étant les subdivisions officielles numéros soixante et douze et soixante-treize, d'une partie du lot principal numéro un a (1a), (1a 72 et 1a 73), sur le cadastre officiel pour le village incorporé d'Hochelaga.

Province of Quebec, }
District of Gaspé. } *Superior Court.*
In the matter of C. H. Beaulieu, New Carlisle,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of an order of the court, dated 29th June, 1899, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office of Paradis & Jobin,
44, Dalhousie street,
Richelieu and Ontario Nav. Co. Building. 2480

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Dame Césarie Duchesne, widow of the late F. X. Balthazard, marchande publique, Montréal,
Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after the 24th July, 1899.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

A. L. KENT,
A. TURCOTTE,
Joint curators.

Office of Kent & Turcotte,
97 St. James street,
Montreal, 8th July, 1899. 2476

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*
No. 42.

In the matter of Dame Lucinda Bettez, carrying on business at Three Rivers, under the style and firm of J. A. Dupont & Cie,
Insolvent.

Notice is hereby given that the 4th of July, 1899, the undersigned has been appointed by an order of the court, curator to the property of the said insolvent, abandoned by the said Lucinda Bettez for the benefit of her creditors.

Claims under oath must be produced in my hands within thirty days of this notice.

EDWARD G. WIGGETT,
Curator. 2478

Three Rivers, 5th July, 1899.

Sale of Real Estate under Insolvents Acts.

INSOLVENCY NOTICE.

Province of Quebec. }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 25.

In re Corbeil & Leveillé, manufacturers, of Montréal,
Insolvents.

The undersigned appointed curators to the estate of the above named insolvents, will sell by public auction, having been authorized by a judgment of the Honorable judge Mathieu, dated the 1st of June, 1899, the real estate and rights hereinafter described :

1. A lot known and designated as being the lots Nos. 441 and 442, of the official subdivision of lot No. 1, of the official cadastre of the incorporated village of Saint Jean Baptiste, county of Hochelaga—without buildings.

2. The rights of the insolvents in two lots situate at Maisonneuve, and being the official subdivisions numbers seventy-two and seventy-three, of a part of the principal lot number one a (1a), (1a 72 and 1a 73), on the official cadastre for the incorporated village of Hochelaga.

Cette vente des immeubles et droits sus-mencionnés aura lieu chez Marcotte Frères, encanteurs, au No. 69, rue Saint-Jacques, à Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi, le ONZIEME jour de JUILLET prochain, et sera faite sujette à toutes les charges, servitudes et hypothèques qui peuvent les grever, et en outre aux frais de vente, le tout conformément au cahier de charges et conditions de vente qui seront alors lues.

Pour plus amples informations, s'adresser à
LAMARCHE & BENOIT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Lamarche & Benoit,
1709, rue Notre-Dame.
Montréal, 21 juin, 1899.

2357-2

Licitations

Cour Supérieure, }
Québec.

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Québec, dans le district de Québec, le premier juin 1899, dans les causes réunies, savoir : la cause No 358, dans laquelle Dame Mary Ann Shee, de la cité de Québec, veuve de John Lewis Wherry, en son vivant de la cité de Québec, écuier, médecin, est demanderesse, et Patrick Arthur Shee, écuier, médecin, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à ses enfants mineurs Edgard Arthur Shee et John Deacon Shee, Edward Francis Shee, tant personnellement qu'en sa qualité de tuteur à son enfant mineure Kathleen Stella Eléonore Shee, Kate *alias* Kate Cécilia Shee, femme contractuellement séparée de biens de Thomas Coolican, et le dit Thomas Coolican pour l'autoriser, et le dit Thomas Coolican en sa qualité de tuteur à son enfant mineur Frederick Mary Shee Coolican, Mary Kathleen Eva Wilhelmina Wherry, fille majeure, Alexandre Gauvreau, écuier, notaire, en sa qualité de curateur à la substitution créée par le testament de feu Patrick Shee, et Lawrence Stafford, écuier, avocat, notre conseil en sa qualité d'exécuteur du dit testament, tous de la cité de Québec, sont défendeurs, et la dite Mary Kathleen Eva Wilhelmina Wherry, femme séparée de biens de Joseph Delaney, de la cité de Québec, commis, et le dit Joseph Delaney pour autoriser et assister sa dite femme, sont défendeurs par reprise d'instance, et la cause No 414, dans laquelle Patrick *alias* Patrick Arthur Shee, de la cité de Québec, médecin et chirurgien, est demandeur, et Dame Mary Ann Shee, veuve de feu John Lewis Wherry, médecin et chirurgien, Edward Shee, commis, Dame Kate *alias* Catherine Cécilia Shee, femme séparée de biens de Thomas Coolican, et le dit Thomas Coolican pour autoriser sa dite femme, et Alexandre Gauvreau, écuier, notaire, en sa qualité de curateur dûment nommé à la substitution créée par le testament de feu Patrick Shee, père, tous de la cité de Québec, sont défendeurs, le dit jugement ordonnant la licitation en pleine propriété de certains immeubles désignés comme suit, savoir :

1° Le lot numéro deux mille neuf cent quarante-sept (2947), du plan et du livre de renvoi du cadastre de la cité de Québec, pour le quartier du Palais.

2° Le lot numéro deux mille deux cent onze (2211), du plan et du livre de renvoi du cadastre de la cité de Québec, pour le quartier Saint-Pierre.

3° Les lots numéros deux mille deux cent six (2206) et deux mille deux cent sept (2207), du plan et du livre de renvoi du cadastre de la cité de Québec, pour le quartier Saint-Pierre, les dits deux numéros 2206 et 2207 ne formant et pour n'être vendus qu'en un seul lot.

4° Le lot numéro deux mille deux cent huit (2208), du plan et du livre de renvoi du cadastre de

This sale of the above mentioned real estate and rights will take place at the office of Marcotte Brothers, auctioneers, at No. 69, Saint James street, at Montreal, at ELEVENTH o'clock in the forenoon, on the ELEVEN day of JULY next, and will be made subject to all the charges, servitudes and hypothecs which may affect them, and also to the costs of the sale, the whole according to the list of charges and terms of sale which will be read then.

For further informations apply to
LAMARCHE & BENOIT,
Joint curators.

Office of Lamarche & Benoit,
1709, Notre Dame street.
Montreal, 21st June, 1899.

2358

Licitations

Superior Court, }
Quebec.

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court, sitting at Quebec, in the district of Quebec, on the first of June, 1899, in the united cases, to wit : in a cause No. 358, in which Dame Mary Ann Shee, of the city of Quebec, widow of the late John Lewis Wherry, in his lifetime of the city of Quebec, esquire, physician, is plaintiff, and Patrick Arthur Shee, esquire, physician, as well personally as in his capacity of tutor to his minor children Edgard Arthur Shee and John Deacon Shee, Edward Francis Shee, as well personally as in his capacity of tutor to his minor child Kathleen Stella Eleonore Shee, Kate *alias* Kate Cecilia Shee, wife separated by contract of Thomas Coolican, and the said Thomas Coolican to authorize his said wife, and the said Thomas Coolican, in his capacity of tutor to his minor child Frederick Mary Shee Coolican, Mary Kathleen Eva Wilhelmina Wherry, spinster, Alexandre Gauvreau, esquire, notary, in his capacity of curator to the substitution created by the will of the late Patrick Shee, and Lawrence Stafford, esquire, our counsel, in his capacity of executor of the said will, all of the city of Quebec, are defendants, and the said Mary Kathleen Eva Wilhelmina Wherry, wife separate as to property of Joseph Delaney, of the city of Quebec, clerk, and the said Joseph Delaney to authorize and assist his said wife, are defendants by continuance of suit, and the cause No 414, in which Patrick *alias* Patrick Arthur Shee, of the city of Quebec, physician and surgeon, is plaintiff, and Dame Mary Ann Shee, widow of the late John Lewis Wherry, physician and surgeon, Edward Shee, clerk, Dame Kate *alias* Catherine Cecilia Shee, wife separate as to property of Thomas Coolican, and the said Thomas Coolican to authorize his said wife, and Alexandre Gauvreau, esquire, notary, in his quality of curator duly appointed to the substitution created by the will of the late Patrick Shee, the elder, all of the city of Quebec, are defendants, the said judgment ordering the licitation in full ownership of certain immoveables described as follows, to wit :

1. Lot number two thousand nine hundred and forty seven (2947), on the plan and in the book of reference of the cadaster of the city of Quebec, for Palace ward.

2. Lot number two thousand two hundred and eleven (2211), on the plan and in the book of reference of the cadaster of the city of Quebec, for Saint Peter's ward.

3. Lots numbers two thousand two hundred and six (2206), and two thousand two hundred and seven (2207), on the plan and in the book of reference of the cadaster of the city of Quebec, for Saint Peter's ward, the said two numbers 2206 and 2207 forming one lot and to be sold as one lot.

4. Lot number two thousand two hundred and eight (2208), on the plan and in the book of refer-

La cité de Québec, pour le quartier Saint-Pierre, et le terrain séparant les bâtisses érigées sur les dits lots 2206 et 2207 de celle érigée sur le lot 2208, lequel terrain est désigné au plan et au livre de renvoi du cadastre de la dite cité de Québec, pour le quartier Saint-Pierre, sous le numéro deux mille deux cent sept A (2207a), pour être vendus en un seul lot, le dit lot 2207a sujet au droit de vue en faveur des dits lots 2206 et 2207.

5° Un certain terrain étant la partie est du lot décrit au plan et au livre de renvoi du cadastre de la cité de Québec, pour le quartier Saint-Pierre, sous le numéro deux mille deux cent neuf (2209), situé en la Basse-Ville de Québec, au pied de la Côte de la Montagne (Mountain Hill), sur une étendue plus ou moins, de cinquante pieds de front par vingt pieds de profondeur, et formant une superficie de mille pieds contenue dans les limites A, B, C, D, au plan annexé à la minute de l'acte de vente par la cité de Québec au dit Patrick Shee, passé à Québec, le 3 novembre 1871, devant A. B. Sirois, notaire; borné à l'est par le dit acheteur Patrick Shee, à l'ouest par le terrain appartenant à la dite corporation de la cité de Québec, au nord par le pied du Cap, au sud par la rue Côte de la Montagne—avec les bâtisses se trouvant sur les dits immeubles.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés en pleine propriété au plus offrant et dernier enchérisseur, le ONZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain, courtenant, dans la salle d'audience du palais de justice de Québec; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

H. A. TURCOTTE,
Proc. de M. A. Shee.

W. C. LANGUEDOC
Pour P. A. Shee.

Québec, 3 juin 1899. 2223-2
[Première publication, 17 juin 1899.]

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

LICITATION.

Avis est donné en vertu d'un jugement de la cour supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 12 juin 1899, dans une cause dans laquelle Odile Daoust, du village des Cascades, dans le district de Montréal, veuve de Louis Leroux, en son vivant cultivateur, du même lieu, est demanderesse, et George Leroux, commis, du dit village des Cascades, et Richard Daoust, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Jeanne de l'Île Perrot, en sa qualité de tuteur *ad hoc* dûment nommé aux fins de la dite licitation aux enfants mineurs, nés du mariage de la demanderesse avec le dit Louis Leroux, savoir: Narger, Florina, Alice, Nazaire, Osa *alias* Aza, Corinne, Eméline et Louis Leroux, sont défendeurs, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, à savoir:

Les lots de terre Nos 79 et 80, du cadastre de la paroisse de Vaudreuil, dit district, et les lots de terre Nos 443 et 449—avec une maison dessus érigée, et 450, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joseph de Soulanges, dit district, sauf une partie de terre transversale des dits lots Nos 448 et 450, vendue au gouvernement du Canada, pour les fins du canal de Soulanges.

ence of the cadaster of the city of Quebec, for Saint Peter's ward, and the land separating the buildings erected on the said lots 2206 and 2207 from the one erected on lot 2208, which land is described on the plan and in the book of reference of the cadaster of the said city of Quebec, for Saint Peter's ward, under number two thousand two hundred and seven A (2207a), to be sold as one lot, the said lot 2207a subject to a right of view in favor of said lots 2206 and 2207.

5. A certain lot being the eastern portion of the lot described on the plan and in the book of reference of the cadaster of the city of Quebec, for Saint Peter's ward, under number two thousand two hundred and nine (2209), situated in the Lower Town, of the city of Quebec, at the foot of Mountain Hill, on an extent of fifty feet, more or less, in front by twenty feet in depth, and forming a superficies of one thousand feet contained within the limits A, B, C, D, on the plan annexed to the original of the deed of sale by the city of Quebec to the said Patrick Shee, passed at Quebec, on the 3rd November, 1871, before A. B. Sirois, notary; bounded to the east by the said purchaser Patrick Shee, to the west by the land belonging to the said corporation of the city of Quebec, to the north by the foot of the Cliff, and to the south by the Mountain Hill street—with the buildings thereon erected.

The property above described will be put up to auction and adjudged in full ownership to the last and highest bidder on the ELEVENTH day of SEPTEMBER next, sitting the court, in the court room of the court house, at Quebec; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid, for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

H. A. TURCOTTE,
Atty. for M. A. Shee.

W. C. LANGUEDOC,
Atty. for P. A. Shee.

Québec, 3rd June, 1899. 2224
[First published, 17th June, 1899.]

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court

LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the superior court sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 12th June, 1899, in a case in which Odile Daoust, of the village "des Cascades," in the district of Montreal, widow of Louis Leroux, in his lifetime farmer, of the same place, is plaintiff, and George Leroux, clerk, of the said village "des Cascades," and Richard Daoust, farmer, of the parish of Saint Jeanne de l'Île Perrot, in his quality of tutor *ad hoc*: duly appointed for the purpose of the said licitation to the minor children, issued from the marriage of the plaintiff with the said Louis Leroux, namely: Narger, Florina, Alice, Nazaire Osa *alias* Aza, Corinne, Emeline and Louis Leroux, are defendants, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

The lots of land Nos. 79 and 80, of the cadastre of the parish of Vaudreuil, said district, and the lots of land Nos. 448 and 449, with an house erected thereon and No. 450, of the official plan and book of reference of the parish of Saint Joseph of Soulanges, said district, excepting a transversal piece of land of the said lots Nos. 448 and 450, sold to the government of Canada, for the purposes of Soulanges canal.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le DIX-NEUVIEME jour de JUILLET 1899, cour tenante, à DIX heures ET DEMIE du matin, dans la salle d'audience du palais de justice de Montréal; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charger ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins douze jours avant le jour fixé, comme susdit, pour la vente et adjudication, et que toute opposition afin de conserver, devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses au droit de le faire.

ROBIDOU X & ROBILLARD,

Avocats de la demande.

Montréal, 14 juin 1899. 227-2
[Première publication, 17 juin 1899.]

Ventes par le Sheriff—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir:) HÉOPHILE VAILLAN-
No. 2897.) C. P. T. Demandeur; vs.

RICHARD VIGER, Défendeur, savoir:

Une terre de deux arpents de front sur trente arpents de profondeur, sise et située en la paroisse de Saint-Barnard, seigneurie Saint-Etienne, au premier rang; bornée en front à la rivière Chaudière, et en profondeur au bout des dits trente arpents, d'un côté au nord-ouest à Edouard Lefebvre ou représentants, et d'autre côté au sud-est à Jean Turgeon ou représentants — avec ensemble la maison, la grange, étable et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

La dite terre étant maintenant connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Barnard, comté de Dorchester, sous le numéro quatre-vingt-dix-huit (98).

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnard, le DIXIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.
Village de Saint-Joseph, Beauce,
4 juillet 1899. 2457.
[Première publication, 8 juillet 1899.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec,) DAME ELLEN M.
District de Bedford.) WORDEN, du canton
No. 6453.) de Dunham, dans le district

The immoveables above described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on the NINETEENTH day of JULY, 1899, sitting the court, at HALF PAST TEN in the morning, in the court room of the court house on Montreal; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the days hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

ROBIDOU X & ROBILLARD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14 June, 1899. 2272
[First published, 17th June, 1899.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, to wit:) HÉOPHILE VAILLAN-
No. 2897.) C. P. T. Plaintiff; vs.

RICHARD VIGER, Defendant, to wit:

A land of two arpents in front by thirty arpents in depth, situate and being in the parish of Saint Bernard, seignory Saint Etienne, in the first range; bounded in front by the river Chaudière, and in rear by the end of the said thirty arpents, on one side to the north west by Edouard Lefebvre or representatives, and on the other side to the south east by Jean Turgeon or representatives — together with the house, barn, stable and out-buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Said land being now known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for the said parish of Saint Bernard, county of Dorchester, as number ninety-eight (98).

To be sold at the church door of the parish of Saint Bernard, on the TENTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint Joseph, Beauce,
4th July, 1899. 2458
[First published, 8th July, 1899.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec,) DAME ELLEN M.
District of Bedford.) WORDEN, of the town-
No. 6453.) ship of Dunham, in the dis-

de Bedford, veuve de feu James Marshall, en son vivant du même lieu, cultivateur, décédé, demandeur ; contre les meubles et immeubles de J. R. HARVEY et MARY JENNE, épouse de feu Jonathan R. Harvey, en son vivant du canton de Dunham, dans le dit district, cultivateur, décédé, tous deux du dit canton de Dunham, Défendeurs.

Ces morceaux de terre sis et situés dans le dit canton de Dunham, connus et désignés comme :

1o Partie du lot numéro dix (10), dans le quatrième rang, subdivision primitive, du canton de Dunham, dans le district de Bedford, et maintenant connu comme la partie est du lot trois cent cinquante-deux A (352 A), des plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, supposé contenir dix acres de terre en superficie, plus ou moins.

2o Partie du lot numéro neuf, dans le troisième rang, dite subdivision primitive, du dit canton de Dunham, de deux verges de largeur, mesurant de la ligne de borne ouest d'icelui à travers toute la largeur d'icelui ; borné au nord par la ligne de borne nord du dit lot, au sud par la ligne de borne sud d'icelui, à l'est par le résidu du dit lot, et à l'ouest par la ligne du bout ouest du dit lot et maintenant plus particulièrement connu comme étant deux verges de largeur à travers toute la largeur du lot, à distraire du bout ouest du lot numéro (231) deux cent trente et un, des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham.

3o Partie du lot numéro huit, dans le troisième rang, dite subdivision primitive, du dit canton de Dunham, maintenant plus particulièrement connu comme lot numéro (227) deux cent vingt sept, des dits plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Dunham, sauf et excepté cependant de ce lot en dernier lieu décrit : deux (2) lisières à distraire du bout ouest d'icelui, vendues par le dit débiteur à un nommé John N. Townsend, par acte de vente passé devant M. O. Hart, N. P., le troisième jour de septembre 1892, enregistré sous le numéro 34,613 et décrit comme suit :

Le premier morceau commençant au coin sud-ouest du dit lot ; de là courant est sur la ligne sud du dit lot une distance de huit verges et demie ; de là nord-ouest parallèle à la ligne est du lot de cadastre No 228 jusqu'au côté sud du chemin public, une distance de huit verges et demie de la jonction du dit côté du chemin public avec la dite ligne ouest du dit lot numéro deux cent vingt-sept (227) ; de là sud le long du dit chemin public jusqu'à la dite ligne ouest du dit lot No 227 ; de là sud sur cette dernière ligne jusqu'au point de départ. Et l'autre morceau d'icelui commençant à la jonction du côté nord du dit chemin public avec la dite ligne ouest du dit lot numéro 227 ; de là courant nord-est le long du dit côté du chemin public, une distance de quinze verges et douze pieds jusqu'à un point ; de là nord jusqu'à la ligne ouest du dit lot numéro 227 à une distance de dix-huit verges du coin nord-ouest du dit lot numéro deux cent vingt-huit ; de là sud le long de la ligne ouest du dit lot numéro 227 jusqu'au coin nord-est du lot numéro 228 ; de là sud sur la ligne ouest du dit lot numéro 227 jusqu'au point de départ.

trict of Bedford, widow of the late James Marshall, in his lifetime of the same place, farmer, deceased, Plaintiff ; against the goods and lands of J. R. HARVEY and MARY JENNE, wife of the late Jonathan R. Harvey, in his lifetime of the township of Dunham, in said district, farmer, deceased, both of the said township of Dunham, Defendants.

Those certain pieces and parcels of land, lying and situate in the said township of Dunham, known and distinguished as :

1. Part of lot number ten (10), in fourth range, of the primitive subdivision, of the township of Dunham, in the district of Bedford, and now known as the east part of lot three hundred and fifty two A (352 A), of the official plan and book of reference of the said township of Dunham, supposed to contain ten acres of land in superficies, more or less.

2. A part of lot number nine, in the third range, of said primitive subdivision, of said township of Dunham, of two rods in width, measuring from the westerly boundary line thereof a cross the whole width of the same ; bounded on the north by the northerly boundary line of the said lot, on the south by the southerly boundary line thereof, on the east by the remainder of said lot, and on the west by the west end line of said lot and now more particularly known as being two rods in width across the whole width of the lot, to be taken of from the west end of lot number (231) two hundred and thirty-one, of the said official plan and book of reference of said township of Dunham.

3. Part of lot number eight, in the third range, of said primitive subdivision, of said township of Dunham, now more particularly known as lot number (227) two hundred and twenty seven, of the said official plan and book of reference of said township of Dunham, saving and except however from this last described lot : two (2) strips off from the south west end thereof, as sold by said debtor to one John N. Townsend, by deed of sale executed before M. O. Hart, N. P., the third day of september, 1892, registered under number 34,613 and described as follows :

The first piece whereof by commencing at the south - west corner of said lot ; thence running east on the south line of said lot a distance of eight rods and a half of rod ; thence north westerly parallel to the easterly line of cadastral lot No. 228 to the southerly side of the highway, a distance of eight rods and a half of a rod from the junction of the said side of highway with the said westerly line of said lot number two hundred and twenty seven (227) ; thence southerly along said highway to the said westerly line of said lot No. 227 ; thence southerly on this last line to the place of beginning. And the other piece whereof by commencing at the junction of the northerly side of said highway with the said westerly line of said lot number 227 ; thence running north easterly along said side of highway, a distance of fifteen rods and twelve feet to a point ; thence northerly till it strikes the west line of said lot number 227 at a distance of eighteen rods from the north west corner of said lot number two hundred and twenty eight ; thence southerly along the west line of said lot number 227 to the north east corner of lot number 228 ; thence southerly on the westerly line of said lot number 227 to the place of beginning.

Les morceaux de terre ci-dessus décrits pour être vendus en un seul lot comme formant une seule terre et comme appartenant à J. R. Harvey, un des dits défendeurs—ensemble avec toutes les bâties sus-érigées et circonstances, à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Croix, dans le village de Dunham et district de Bedford, le DOUZIEME jour D'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON

Bureau du shérif. Shérif.
Sweetsburg, 28 juin 1899. 2469
[Première publication, 8 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } CLEMENT ST. ONGE,
District de Bedford, } du canton d'Ely, dans le
No 6508. } district de Bedford, com-
merçant, Demandeur ; contre les terres et tene-
ments de ANTOINE LEBLANC, du canton
de Ely, dans le district de Bedford, Défendeur.

Ce morceau de terre formant partie du lot numéro dix, dans le septième rang, subdivision primitive, du canton de Ely, dans le comté de Shefford et district de Bedford, maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton de Ely, sous le numéro six cent treize (613), contenant cinquante et un acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, à Valcourt, ainsi appelé, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le DIX-NEUVIEME jour D'AOUT prochain, à NEUF heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON.

Sweetsburg, 30 juin, 1899. 2467
Bureau du Shérif. Shérif.
[Première publication, 8 juillet 1899.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure. — Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } WILLIAM DOYLE, de
No 362 } Québec, marchand,
en sa qualité de curateur aux biens de François Côté, de Sainte-Foye, comté de Québec, rentier, Demandeur ; contre PRUDENT GIRARD, de Saint-Prime, Défendeur.

Le lot de terre numéro trente-deux, dans le cinquième rang du canton Ashuapmouchouan, comté du Lac Saint-Jean, contenant cent acres, plus ou moins, en superficie ; tenant par un bout, au nord-est, au quatrième rang, par l'autre bout, au sud-ouest, au sixième rang, joignant au nord-ouest à François Côté, fils, ou son représentant, et par le côté sud-est, à Anthyme Fréchette ou son représentant — avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances, lequel lot de terre est désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton Ashuapmouchouan, sous le numéro trente-deux (32) du dit cinquième rang.

The above described pieces of land to be sold en bloc as forming one farm and as belonging to J. R. Harvey, one of the said defendants,—together with all the buildings thereon erected and appurtenances thereto belonging, at the parish church door of Sainte Croix, in the village of Dunham and district of Bedford, on the TWELFTH day of AUGUST next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Shérif.
Sweetsburg, 28th June, 1899. 2470
[First published, 8th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court—District of Bedford.

Province of Quebec, } CLEMENT ST. ONGE,
District of Bedford, } of the township of Ely,
No. 6508. } in the district of Bedford,
trader, Plaintiff ; against the lands and tene-
ments of ANTOINE LEBLANC, of the town-
ship of Ely, in the district of Bedford, Defen-
dant :

That certain piece of land forming part of lot number ten, in the seventh range, of the primitive subdivision, of the township of Ely, in the county of Shefford and district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Ely, as number six hundred and thirteen (613), and containing fifty one acres of land in superficies, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the parish church door of Saint Joseph d'Ely, at Valcourt, so called, in the county of Shefford and district of Bedford, on the NINETEENTH day of AUGUST next, at the hour of NINE of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON.

Sheriff's Office. Shérif.
Sweetsburg, 30th June, 1899. 2468.
[First published, 8th July, 1899.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court—Chicoutimi

Chicoutimi, to wit : } WILLIAM DOYLE, of
No 362 } Québec marchand, in
his quality of curator to the property of François Côté, of Saint Foye, county of Quebec, "rentier", Plaintiff ; against PRUDENT GIRARD, of Saint Prime, Defendant.

Lot of land number thirty-two, in the fifth range of the township Ashuapmouchouan, county of Lake Saint John, containing one hundred acres, more or less, in area ; bounded at one end, to the north-east, by the fourth range, at the other end, to the south-west, by the sixth range, on the north-west, by François Côté, junior, or his representative, on the south-east side, by Anthyme Fréchette or his representative,—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, which lot is known and described on the official plan and book of reference of the cadastre number thirty-two (No. 32) of the said fifth range.

Pour être vendu à la porte de l'église de la dite paroisse de Saint-Prime, le NEUVIEME jour du mois d'AOUT prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. BOSSE,
Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 5 juillet 1899. 2501
[Première publication, 8 juillet 1899.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } JOSEPH SOLYME MES-
No 91. } SIER, avocat, de la ville
de Saint-Jean, dans le district d'Iberville. Deman-
deur ; contre PHILIPPE BROUSSEAU, employé
public, de la cité et district de Montréal, Défendeur.

1° Une terre sise et située sur la première conces-
sion sud-est de la rivière Montréal, en la paroisse
de Sainte-Marguerite de Blairfindie, dans le district
d'Iberville, connue et désignée aux plan et livre de
renvoi officiels de la dite paroisse, sous les numéros
trois cent huit et trois cent sept A (Nos 308 et 307
A), de la contenance d'environ soixante et six ar-
pents en superficie—avec les bâtisses y érigées.

2° Une autre terre sise et située au même lieu,
connue et désignée aux susdits plan et livre de ren-
voi officiels, sous le numéro trois cent cinq (No 305),
de la contenance de cent douze arpents, trente-
quatre perches et cent soixante et deux pieds en
superficie—avec une grange y érigée.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale
de la susdite paroisse de Sainte-Marguerite de
Blairfindie, le TRENTE ET UNIEME jour de
JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-
midi.

CHAS. ARPIN,
Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 12 juin 1899. 2243.2
[Première publication, 17 juin 1899.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—Joliette.

Joliette, à savoir : } GILBERT LAFORTUNE.
No 3039. } Demandeur ; contre RO-
MULUS TESSIER, Défendeur.

1° Un emplacement situé au village de la paroisse
de Saint-Jean de Matha, district de Joliette, connu
et désigné sous le numéro deux cent cinquante-six
(256), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre
de la dite paroisse de Saint-Jean de Matha—bâti de
maison et dépendances.

2° Un emplacement situé au village de la paroisse
de Saint-Jean de Matha, connu et désigné comme
faisant partie des numéros cent quatre-vingt-quinze
et deux cent quatre (195 et 204), des plan et livre
de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de
Saint-Jean de Matha ; borné comme suit : en front
par le chemin public, en profondeur par les Nos 194

To be sold at the church door of the said
parish of Saint Prime, on the NINTH day of
the month of AUGUST next, at TEN o'clock
in the forenoon.

O. BOSSE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Chicoutimi, 5th July, 1899. 2502
[First published, 8th July, 1899.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respectiv
time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } JOSEPH SOLYME MES-
No. 91. } SIER, advocate, of the
town of Saint Johns, in the district of Iberville,
Plaintiff ; against PHILIPPE BROUSSEAU, public
employee, of the city and district of Montreal,
Defendant.

1. A farm lying and situate on the first south
east concession of the river Montreal, in the parish
of Sainte Marguerite de Blairfindie, in the district
of Iberville, known and designated on the official
plan and book of reference of the said parish, under
the numbers three hundred and eight and three
hundred and seven A (Nos. 308 and 307 A), con-
taining about sixty-six arpents in superficies—with
the buildings thereon erected.

2. An other farm lying and situate at the same
place, known and designated on the aforesaid offi-
cial plan and book of reference, under the number
three hundred and five (No. 305), containing one
hundred and twelve arpents, thirty-four perches
and one hundred and sixty-two feet in superficies—
with a barn thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the
aforesaid parish of Sainte Marguerite de Blairfindie,
on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at
ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. ARPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Johns, 12th June, 1899. 2244
[First published, 17th June, 1899.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS have
been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—Joliette.

Joliette, to wit : } GILBERT LAFORTUNE,
No. 3039. } Plaintiff ; against ROMU-
LUS TESSIER, Defendant.

1. A lot situate in the village of the parish of
Saint Jean de Matha, district of Joliette, known
and described as number two hundred and fifty-six
(256), of the official plan and book of reference of
the said parish of Saint Jean de Matha—with a
house and dependancies.

2. A lot situate in the village of the parish of
Saint Jean de Matha, known and described as
forming part of numbers one hundred and ninety-
five and two hundred and four (195 and 204), of
the official plan and book of reference of the said
parish of Saint Jean de Matha ; bounded as follows :
in front by the public road, in depth by Nos. 194

et 205, d'un côté par partie du dit lot No. 195, et de l'autre côté par partie du dit lot No. 204, contenant un demi arpent en superficie, plus ou moins, tel qu'enclos.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Jean de Matha, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,
Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 12 juin 1899. 2233-2
[Première publication, 17 juin 1899.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *District de Montréal.*

Montréal, à savoir : **THE LONDON DERRY IRON COMPANY, LIMITED**, corps politique
No 1787.

et dûment incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements d'ALPHONSE CHARLEBOIS, entrepreneur, des cité et district de Québec, maintenant des cité et district de Montréal, un des défendeurs conjointement et solidairement avec "The Three Rivers Iron Works Company", corps politique et dûment incorporé, ayant son principal bureau et usines dans les cité et district de Trois-Rivières, et ayant un bureau dans les cité et district de Montréal, l'autre défendeur.

Saisis comme appartenant au dit défendeur, Alphonse Charlebois, l'immeuble suivant, savoir :

2o Un lot de terre vacant, situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal ; borné en front par la rue Saint-Jacques, et d'un côté par la rue Saint-Alphonse, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mil six cent vingt-deux.

3o Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—avec les bâtisses y érigées, contenant cinquante pieds de front par quarante-deux pieds de profondeur, plus ou moins, sans garantie de mesure précise, faisant partie du lot de terre connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mil six cent dix-sept ; la dite partie ainsi saisie est bornée en front par la rue Saint-Paul, en arrière par le lot numéro mil six cent quinze, des susdits plan et livre de renvoi officiels, d'un côté par la rue Saint-Antoine, et de l'autre côté par le numéro mil six cent seize, des susdits plan et livre de renvoi officiels.

4o. Un lot de terre situé en la cité de Saint-Henri, comté d'Hochelaga, district de Montréal—sans bâtisses ; borné en front par la rue Saint-Jacques, connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro mil sept cent cinquante-quatre, avec droit

and 205, on one side by part of said lot No. 195, and on the other side by part of the said lot No. 204, containing one half arpent in area, more or less, such as enclosed.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jean de Matha, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, 12th June, 1899. 2234-2
[First published, 17th June, 1899.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *District of Montreal.*

Montreal, to wit: **THE LONDON DERRY IRON COMPANY, LIMITED**, a
No. 1787. body politic and corporate duly

incorporated, having its head office and chief place of business in the city of Montreal, Plaintiff ; against the lands and tenements of ALPHONSE CHARLEBOIS, contractor, of the city and district of Quebec, presently in the city and district of Montreal, one of the defendants jointly and severally with The Three Rivers Iron Works Company, a body politic and corporate duly incorporated and having its head office and works at the city and district of Three Rivers, and having an office in the city and district of Montreal, the other defendant.

Seized as belonging to the said defendant, Alphonse Charlebois, the following immovable, to wit :

2o. A vacant lot of land situated in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal ; bounded in front by Saint James street, and on one side by Saint Alphonse street, known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and twenty-two.

3o. A lot of land situate in the city of Saint Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—with the buildings thereon erected, containing fifty feet in front by forty-two feet in depth, more or less, without warranty of precise measurement, forming part of the lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand six hundred and seventeen ; the said part so seized is bounded in front by Saint Paul street, in rear by lot number one thousand six hundred and fifteen, of the said official plan and book of reference, on one side by Saint-Antoine street, and on the other side by lot number one thousand six hundred and sixteen, of the said official plan and book of reference.

4. A lot of land situate in the city of Saint-Henri, county of Hochelaga, district of Montreal—without buildings ; bounded in front by Saint James street, known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, as number one thousand seven hundred and fifty-

de passage à perpétuité en commun avec un nommé Louis Ducharme ou représentants, dans un passage ou une ruelle qui se trouve entre la propriété du dit Louis Ducharme ou représentants et le lot en dernier lieu décrit, pour communiquer avec le dit lot.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le TRENTE-UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Bureau du Shérif, Député-shérif.
Montréal, 29 juin 1899. 2437
[Première publication, 8 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THOMAS JAMES CLAX-
No 1988. } TON, de la ville de West-
mount, dans le district de Montréal, secrétaire. Dem-
andeur; contre les terres et tenements d'ADOLPHE
LEBEAU, de la ville de Saint-Louis, district
de Montréal, entrepreneur. Défendeur.

Six lots de terre sis et situés dans le quartier d'Hochelaga, dans la cité de Montréal, dit district, connus sous les numéros deux cent quatre-vingt-dix-huit (298), avec une bâtisse en voie de construction, et deux cent quatre-vingt-dix-neuf (299), trois cent (300), trois cent un (301), trois cent deux (302) et trois cent trois (303)—sans bâtisses, de la subdivision d'une partie du lot officiel connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga (paroisse de Montréal), sous le numéro cent cinquante-neuf (159); bornés en front par la rue du Havre, avec droit en commun avec ceux qui y ont droit dans les deux ruelles qui communiquent aux dits lots.

Pour être vendus en mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. R. THIBAudeau,
Bureau du Shérif, Shérif.
Montréal, 13 juin 1899. 2227 2
[Première publication, 17 juin 1899.]

MANDAT DE CURATEUR
FIERI FACIAS DE TERRIS.
District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDER F. RIDDELL
No. 95. } ET WILLIAM J. COM-
MON, tous deux des cité et district de Montréal,
en leur qualité de curateurs, dûment autorisés en
vertu de l'article 879 du code de procédure civile,
comme curateurs des biens de JAMES KERR, des
cité et district de Montréal, commerçant, failli.

1° Un lot de terre situé dans le quartier Sainte-Anne, de la cité de Montréal, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier comme partie du lot officiel numéro huit cent huit (808), du dit quartier; borné en front par le nouvel alignement de la rue Wellington, y aboutissant perpendiculairement à une distance d'environ cent vingt-trois pieds sud de la jonction du dit alignement avec la rue Mullins, d'un côté vers le nord par une autre partie du dit lot officiel (808), appartenant à T. H. Rogers ou représentants, de l'autre côté par Edward Rodden, et en arrière par la rue Mullins, mesurant vingt-quatre pieds de largeur sur une profondeur de soixante et seize pieds six pouces dans une ligne et quatre-vingt-quatre pieds dans l'autre ligne, le tout plus ou moins, mesure anglaise—avec la bâtisse ou magasin en briques solides, faisant front sur la rue Wellington, étant le numéro civique 527 de cette rue, et les deux maisons lambrissées en briques faisant front sur la rue Mullins, et ayant les numéros civiques 24 et 26 de cette rue.

four, with right of passage forever in common with one Louis Ducharme or representatives, in a passage or lane which is between the property of the said Louis Ducharme or representatives and the lot lastly described, to communicate with the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST day of JULY next, at TEN o'clock of the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,
Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Montreal, 29th June, 1899. 2438
[First published, 8th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit: } THOMAS JAMES CLAX-
No. 1988. } TON, of the town of West-
mount, in the district of Montreal, secretary. Plaintiff; against the lands and tenements of ADOLPHE
LEBEAU, of the town of Saint Louis, district of
Montreal, contractor. Defendant.

Six lots of land situate and being in Hochelaga ward, of the city of Montreal, said district, known as numbers two hundred and ninety-eight (298),—with a building, in course of erection, and two hundred and ninety-nine (299), three hundred (300), three hundred and one (301), three hundred and two (302) and three hundred and three (303)—without buildings, of the subdivision of a part of the official lot known and described on the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga (parish of Montreal), as number one hundred and fifty-nine (159); bounded in front by Harbor street, with a right in common with those entitled thereto in the two lanes leading to the said lots.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. R. THIBAudeau,
Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 13th June, 1899. 2228
[First published, 17th June, 1899.]

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.
District of Montreal.

Montreal, to wit: } ALEXANDER F. RIDDELL
No. 95. } AND WILLIAM J. COM-
MON, both of the city and district of Montreal, in
their quality of curators, thereto duly authorized
under article 879 of the code of civil procedure, as
curators to the property of JAMES KERR, of the
city and district of Montreal, trader, Insolvent.

1. A lot of land situate in the Saint Ann's ward, of the city of Montreal, designated and known on the official plan and book of reference of the said ward as part of lot official number eight hundred and eight (808), of said ward; bounded in front by the new alignment of Wellington street, in which it abuts perpendicularly at a distance of about one hundred and twenty-three feet south of the junction of such alignment with Mullins street, on one side towards the north by another portion of said official lot (808), belonging to T. H. Rogers or representatives, on the other side by Edward Rodden, and in rear by Mullins street, measuring twenty-four feet in width by a depth of seventy-six feet six inches in one line and eighty-four feet in the other line, the whole more or less, english measure—with the solid brick building or store fronting on Wellington street, being the civic number 527 of that street, and the two brick encased tenement houses fronting on Mullins street, and having the civic numbers 24 and 26 of that street.

2° Un morceau de terre situé dans la paroisse de Saint-Philippe, dans le comté de Laprairie, dans le district de Montréal, contenant un arpent en superficie; borné en front par la terre de The Atlantic and North West Railway Company, et des deux côtés et en arrière par partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Philippe, sous le numéro cent soixante et quatre (164), le dit lot de terre formant partie du dit lot numéro cent soixante et quatre (164)—avec une grange sus érigée.

Pour être vendus comme suit, à savoir: paragraphe numéro un, dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi, et paragraphe numéro 2, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Philippe, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHÈRE.

Bureau du Sheriff, Député Sheriff.
Montréal, 14 juin 1899. 2245-2
[Première publication, 17 juin 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **MM. JODOIN & JODOIN**, de Montréal, avocats, sur distraction de frais, dans une certaine cause où **THOMAS BARROW**, de la ville de Longueuil, dans le district de Montréal, manufacturier et mouleur d'épices, était Demandeur; et **LA VILLE DE LONGUEUIL**, corps politique et dûment incorporé, ayant son bureau dans la ville de Longueuil, dit district, était Défenderesse.

Saisie comme appartenant au dit Thomas Barrow, les immeubles suivants, à savoir:

1° Un lot de terre, situé en la ville de Longueuil, contenant cinquante pieds de front sur cinquante-cinq pieds de profondeur dans la ligne nord, et cinquante-neuf pieds vingt-deux pouces dans la ligne sud-ouest, mesure française, étant partie du lot numéro deux cent trente-six (236), de la subdivision du lot numéro trois cent quarante-huit (348), des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil; tenant en front au chemin de fer de Montréal et Sorel, en profondeur à l'autre partie du dit lot deux cent trente-six (236), du côté nord-est à la rue Grant, et de l'autre côté au lot ci-après désigné.

2° Un autre lot de terre situé au même lieu, contenant cinquante pieds de front par cinquante-neuf pieds et deux pouces dans la ligne nord-est et soixante et trois pieds et quatre pouces dans la ligne sud-ouest, étant partie du lot numéro deux cent trente-sept (237), de la subdivision du lot numéro trois cent quarante-huit (348), des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil; tenant en front au chemin de fer de Montréal et Sorel, en profondeur à l'autre partie du lot numéro deux cent trente-sept (237), côté nord-est au lot ci-dessus désigné, et de l'autre côté au lot ci-après désigné.

3° Un autre lot de terre situé au même lieu, contenant cinquante pieds de largeur au bout nord-ouest, sur soixante-trois pieds et quatre pouces de profondeur dans la ligne nord-est, et soixante et sept pieds et six pouces dans la ligne sud-ouest, de là prenant du côté sud-ouest vingt-cinq pieds de largeur sur cinquante pieds de profondeur, formant une profondeur totale de cent dix-sept pieds et six pouces dans la ligne sud-ouest, étant partie du lot numéro deux cent trente-huit (238), du lot de subdivision numéro trois cent quarante-huit (348), des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil; tenant au bout nord-ouest au chemin de fer Montréal et Sorel, au bout sud-est partie à l'autre partie du dit lot deux cent trente-huit (238), et partie au lot numéro deux cent cinquante (250) du lot de subdivision trois cent quarante-huit (348), du côté nord-est partie au lot ci-dessus désigné en

2. A piece of land situate in the parish of Saint Philippe, in the county of Laprairie, in the district of Montreal, containing one arpent in superficies; bounded in front by the land of the Atlantic and North West Railway Company, and on both sides and in rear by part of lot known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Philippe, as number one hundred and sixty-four (164), the said piece of land form part of the said lot number one hundred and sixty-four (164)—with a barn thereon erected.

To be sold as follows, to wit: paragraph No. 1, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon, and paragraph number 2, at the parochial church door of the parish of Saint Philippe, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHÈRE.

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th June, 1899. 2246
[First published, 17th June, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

District of Montreal.

Montreal, to wit: } **MESSRS JODOIN & JODOIN**, of Montreal, advocates, *sur distraction de frais*, in a certain suit wherein **THOMAS BARROW**, of the town of Longueuil, in the district of Montreal, manufacturer and spice miller, was Plaintiff; and **THE TOWN OF LONGUEUIL**, a body corporate and politic, duly incorporated and having its office in the town of Longueuil, said district, was Defendant.

Seized as belonging to the said Thomas Barrow, the following immoveables, to wit:

1. A lot of land situate in the town of Longueuil, containing fifty feet in front by fifty five feet in depth, on the north line and fifty-nine feet twenty-two inches on the south west line, french measure, being part of lot number two hundred and thirty-six (236), of the subdivision of lot number three hundred and forty-eight (348), of the official plan and book of reference of the village of Longueuil; bounded in front by the Montreal and Sorel railway, in depth by the other part of the said lot two hundred and thirty-six (236), on the north east side by Grant street, and on the other side by the lot hereinafter described.

2. Another lot of land situate at the same place, containing fifty feet in front by fifty-nine feet two inches on the north east line and sixty-three feet four inches on the south-west line, being part of lot number two hundred and thirty-seven (237), of the subdivision of lot number three hundred and forty-eight (348), of the official plan and book of reference of the village of Longueuil; bounded in front by the Montreal and Sorel Railway, in depth by the other part of the lot number two hundred and thirty-seven (237), on the north east side by the lot hereinabove described, and on the other side by the lot hereinafter described.

3. Another lot of land situate at the same place, containing fifty feet in width at the north west end, by sixty three feet four inches in depth, on the north east line, and sixty-seven feet six inches on the south west line, from thence taking on the south west side twenty five feet in width by fifty feet in depth, forming a total depth of one hundred and seventeen feet six inches on the south west line, being part of lot number two hundred and thirty-eight (238), of the subdivision lot number three hundred and forty-eight (348), of the official plan and book of reference of the village of Longueuil; bounded at the north west end by the Montreal and Sorel Railway, at the south east end partly by the other part of the said lot two hundred and thirty-eight (238) and partly by lot No. two hundred and fifty (250) of the subdivision lot three hundred and forty-eight (348), on the north east side partly by

second lieu et partie à l'autre partie du dit lot numéro deux cent trente-huit (238), et du côté sud-ouest au lot ci-après désigné.

4° Un autre lot de terre situé au même lieu ; borné en front par le chemin de fer Montréal et Sorel, connu et désigné comme subdivision deux cent cinquante et un (251), du lot numéro trois cent quarante-huit (348), des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil.

5° Un autre lot de terre situé au même lieu ; borné en front par la rue Saint-Alexandre, connu et désigné comme subdivision deux cent cinquante-deux (252), du lot numéro trois cent quarante-huit (348), des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil. Les susdits lots ne formant qu'une seule et même exploitation—et avec une maison, une manufacture contenant un engin, deux chaudières, un moulin à café, deux moulins à vent et autres bâties dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Longueuil, le VINGT-UNIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Montréal, 14 juin 1899. 2247-2
[Première publication, 17 juin 1899.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Quebec, à savoir : OLIVA BENOIT, de la paroisse de Deschambault, cultivateur ; contre JOSEPH GAUDIAS BENOIT, ci-devant de la paroisse de Deschambault, et maintenant domicilié dans la ville de Lowell, dans l'état du Massachusetts, l'un des Etats-Unis d'Amérique, et temporairement de passage en la cité de Québec, à savoir :

La moitié nord-est du lot No 246, (deux cent quarante-six), du cadastre officiel de la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, étant un lot de terre situé au deuxième rang, contenant deux arpents de large sur quarante arpents de longueur, borné comme suit : au sud aux terres du premier rang, au nord aux terres du troisième rang, au nord-est à Joseph Letourneau ou ses représentants, au sud-ouest à Oliva Benoit ou ses représentants, avec la partie suivante des bâties situées sur le dit lot, savoir : la moitié sud-ouest de la maison ainsi que la moitié sud-ouest de l'étable et toute la tasserie et batterie à côté et au sud-ouest de la dite moitié d'étable. A la charge en faveur de Oliva Benoit et de ses représentants, de vaquer sur le dit terrain, de passer et repasser soit à pied ou en voiture, à perpétuité et sans paiement, au devant du terrain sus-décrit du chemin royal, vis-à-vis le dit terrain jusqu'aux dites grange et étable ci-dessus mentionnées et en outre sujet aux charges, rente viagère et obligations dont le dit immeuble est grevé en faveur de Oliva Benoit et de son épouse, en vertu de l'acte de donation reçu devant Mre Mayrand, notaire, à Deschambault, et daté du 25 avril 1894, par le demandeur en faveur du défendeur.

the lot hereinabove secondly described, and partly by the other part of the said lot number two hundred and thirty-eight (238), and on the south west side by the lot hereinafter described.

4° Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by the Montreal and Sorel Railway, known and described as subdivision two hundred and fifty-one (251), of the lot number three hundred and forty-eight (348), of the official plan and book of reference of the village of Longueuil.

5. Another lot of land situate at the same place ; bounded in front by Saint Alexander street, known and described as subdivision two hundred and fifty-two (252), of the lot number three hundred and forty-eight (348), of the official plan and book of reference of the village of Longueuil, the aforesaid lots forming only one and the same plot—and with a house, a factory containing an engine, two boilers, a coffee mill, two windmills, and other buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Longueuil, on the TWENTY-FIRST day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

J. ARTHUR FRANCHERE,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th June, 1899. 2248
[First published, 17th June, 1899.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : OLIVA BENOIT, of the parish No. 1268 of Deschambault farmer ; against JOSEPH GAUDIAS BENOIT, formerly of the parish of Deschambault, and now domiciled in the town of Lowell, in the State of Massachusetts, one of the United States of America, and temporarily in the city of Quebec, to wit :

The north-east half of lot No. 246 (two hundred and forty-six), of the official cadastre of the parish of Deschambault, county of Portneuf, being a lot of land situate in the second range, containing two arpents in width by forty arpents in length, bounded as follows, to wit : on the south by the lands of the first range, on the north by the lands of the third range, on the north-east by Joseph Letourneau or his representatives, on the south-west by Oliva Benoit or his representatives, with the following part of the buildings erected on the said lot, to wit : the south-west half of the house as well as the south-west half of the stable and the whole of the hayloft and battery along side and to the south-west of the said half stable. Subject to the charge in favor of Oliva Benoit and of his representatives, of going on the lot, passing and repassing on foot or in vehicle, forever and free of charge, to the front of the lot above described, from the Queen's highway, opposite to the said lot to the said barn and stable herein above mentioned and subject moreover to the charges, life rent and obligations wherewith the said lot is charged in favor of Oliva Benoit and of his wife, in virtue of the deed of gift passed before Mre Mayrand, notary, at Deschambault, and dated the 25th of April, 1894, from the plaintiff to the defendant.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Deschambault, comté de Portneuf, le NEUVIEME jour d'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS A. ERN. GAGNON,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 6 juillet 1899. 2491.
[Première publication, 8 juillet 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } REAL HUOT, cuisinier, de No 226. } la paroisse de Charlesbourg, dans le comté de Québec; contre ALPHONSE HUOT, de la paroisse de Charlesbourg, dans le comté de Québec, à savoir :

1° Le lot No 387 (trois cent quatre-vingt-sept), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un morceau de terre situé au lieu appelé "Trait-quarré" avec bâtisses.

2° Le lot No 661 (six cent soixante et un), du cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un morceau de terre situé au lieu appelé "Trait-quarré".

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, le VINGT-NEUVIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 22 juin 1899. 2355-2
[Première publication, 24 juin 1899.]

FIERI FACIAS.

Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; No 2179. } contre MARIE-LOUISE BELAND, des cité et district de Québec, veuve de Jacques Légaré, à savoir :

Le lot No 1275 (douze cent soixante et quinze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Bagot—avec bâtisses; sujet à une rente annuelle de six piastres, payable le 29 juin aux Rév. Dames Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 22 juin 1899. 2349-2
[Première publication, 24 juin 1899.]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } RODOLPHE JULES No 372. } DEMERS, courtier, de la ville de Montréal; contre CAMILLE PROVOST, de la ville de Montréal, entrepreneur, de Georges Beaucage et de Damase Naud, ces deux derniers, entrepreneurs, de la paroisse de Saint-Alban, district de Québec, tant personnellement que comme ayant antérieurement fait affaires ensemble en société pour la construction de l'église appelée "Knox Church", en la dite ville de Montréal, sous la raison sociale de Beaucage, Provost & Naud.

Saisi comme appartenant au dit Georges Beaucage, à savoir :

Le No 1 (un), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Alban, comté de Portneuf, étant une terre située au quatrième rang des carrières—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Alban, le VINGT-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHAS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 22 juin 1899. 2353-2
[Première publication, 24 juin 1899.]

To be sold at the parochial church door of Deschambault, county of Portneuf, on the NINTH day of AUGUST next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 6th July, 1899. 2492
[First published, 8th July, 1899.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } REAL HUOT, cook, of the No. 226. } parish of Charlesbourg, in the county of Quebec; against ALPHONSE HUOT, of the parish of Charlesbourg, in the county of Quebec, to wit :

1. Lot No. 387 (three hundred and eighty-seven), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being a lot of land situate at the place called *Trait-quarré*—with buildings.

2. Lot No. 661 (six hundred and sixty-one), of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being a lot of land situate at the place called *Trait-quarré*.

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, on the TWENTY-NINTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 22nd June, 1899. 2356
[First published, 24th June, 1899.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; No. 2179. } against MARIE LOUISE BELAND, of the city and district of Quebec, widow of Jacques Légaré, to wit :

Lot No. 1275 (twelve hundred and seventy-five), of the official cadastre for the parish of Saint-Sauveur, of the city of Quebec, being a lot situate on Bagot street—with buildings; subject to an annual rent of six dollars, payable on the 29th June, to the Rév. Dames Religieuses de l'Hôtel Dieu de Québec.

To be sold at my office, in the city of Quebec the TWENTY-EIGHTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's office, Sheriff.
Quebec, 22nd June, 1899. 2350
[First published, 24th June, 1899.]

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit : } RODOLPHE JULES DEMERS, No. 372. } broker, of the city of Montreal; against CAMILLE PROVOST, of the city of Montreal, contractor, Georges Beaucage and Damase Naud, the two latter, contractors, of the parish of Saint Alban, district of Quebec, as well personally as having heretofore done business together, in partnership, for the construction of the church called "Knox Church," in the said town of Montreal, under the style and firm of Beaucage, Provost & Naud.

Seized as belonging to the said Georges Beaucage, to wit :

Number 1 (one), of the official cadastre of the parish of Saint Alban, county of Portneuf, being a land situate on the fourth range of the quarries—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Alban, the TWENTY-EIGHTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, 22nd June, 1899. 2354
[First published, 24th June, 1899.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } **LA CITE DE QUEBEC ;**
No 2560. } **Contre LOUISE BE-**
CHETTE, des cité et district de Québec, veuve de
Prisque Huot, à savoir :

Le lot No 425 (quatre cent vingt-cinq), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur, de la cité de Québec, étant un emplacement situé rue Franklin—avec bâtisses.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le **VINGT-HUITIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DIX** heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Bureau du Shérif, Shérif.
Québec, 22 juin 1899. 2351-2
[Première publication, 24 juin 1899.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, } **JOSEPH LABRIE,**
Province de Québec, } meunier, de la pa-
District de Rimouski. } roisse de Saint-Ger-
No. 2504. } main de Rimouski, et
NAPOLEON BERNIER, de la ville de Saint-Germain de Rimouski, avocat, district de Rimouski, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires conjoints de feu Dame Marguerite Labrie, en son vivant de la ville de Saint-Germain de Rimouski, veuve de feu Victor Leclerc, en vertu du testament de la dite Dame Marguerite Labrie, devant J. V. Gagnon, notaire, en date du 16 janvier 1899, et enregistré le 23 du même mois, Demandeurs ; contre **ELZEAR BERNARD,** de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, district de Rimouski, Défendeur, savoir :

1° Une terre située au deuxième rang de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, de deux arpents de front sur quarante de profondeur, étant les numéros deux cent quatre-vingt-neuf et deux cent quatre-vingt-dix (289 et 290), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

2° Un terrain situé au même endroit, contenant deux arpents de front sur vingt-six de profondeur, étant le numéro deux cent quatre-vingt-sept (287), du cadastre de la dite paroisse de Saint-Germain de Rimouski—avec bâtisses sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, le **TREIZIEME** jour de **JUILLET** mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf, à **DIX** heures de l'avant-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

ALF. MARTIN,

Bureau du Shérif, Député Shérif.
Rimouski, 7 juin 1899. 2209-2
[Première publication, 10 juin 1899.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS
Recorder's Court.

Québec, to wit : } **THE CITY OF QUEBEC ;**
No. 2560. } **Against LOUISE BE-**
CHETTE, of the city and district of Quebec, widow of Prisque Huot, to wit :

Lot No. 425 (four hundred and twenty-five), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Franklin street—with buildings.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the **TWENTY-EIGHTH** day of **JULY** next, at **TEN** o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHS. A. ERN. GAGNON,

Sheriff's Office, Sheriff.
Québec, 22nd June, 1899. 2352
[First published, 24th June, 1899.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, } **JOSEPH LABRIE,**
Province of Québec, } of the parish of
District of Rimouski. } Saint Germain de Ri-
No. 2504. } mouski, miller, and
NAPOLEON BERNIER, of the town of Saint Germain de Rimouski, advocate, district of Rimouski, in their quality of testamentary executors of the late Dame Marguerite Labrie, in her lifetime of the town of Saint Germain de Rimouski, widow of the late Victor Leclerc, in virtue of a will of the said Dame Marguerite Labrie, before J. V. Gagnon, notary, dated the 16th of January, 1899, and registered on the 23rd of the same month, Plaintiffs ; against **ELZEAR BERNARD,** of the parish of Saint Germain de Rimouski, district of Rimouski, Defendant, to wit :

1. A land situate in the second range of the parish of Saint Germain de Rimouski, of two arpents in front by forty in depth, being number two hundred and eighty-nine and two hundred and ninety (289 and 290), of the cadastre of the said parish of Saint Germain de Rimouski—with buildings, circumstances and dependencies.

2. A land situate at the same place, containing two arpents in front by twenty-six in depth, being number two hundred and eighty-seven (287), of the cadastre of the said parish of Saint Germain de Rimouski—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Germain de Rimouski, on the **THIRTEENTH** day of **JULY**, one thousand eight hundred and ninety-nine, at **TEN** of the clock in the forenoon. Said writ returnable according to law.

ALF. MARTIN,

Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Rimouski, 7th June, 1899. 2210
[First published, 10th June, 1899.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*Saint-François, à savoir : **DAME MARY ELIZABETH KYLE,**
No 120.

du canton de Orford, dans le district de Saint-François, veuve de feu William Addie, en son vivant de Orford susdit, cultivateur, et **GEORGE K. ADDIE**, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, arpenteur provincial, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires du dit feu William Addie, Demandeurs ; contre les terres et tenements de **EDWARD MOBBS**, ci-devant de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, maintenant de Firnie, dans la province de la Colombie Anglaise, Défendeur, à savoir :

Ce morceau de terre situé dans le canton d'Orford, dans le district de Saint-François, connu comme partie du lot numéro cinq, dans le troisième rang du dit canton d'Orford, étant la moitié ouest ou environ des soixante et quatre acres et trois quarts de terre, plus ou moins, de l'étendue suivante ou morceau de terre décrit comme suit : commençant sur le côté ouest du chemin sur la ligne entre les deuxième et troisième rangs, à une borne d'un poteau et pierre avec faïence ; de là magnétiquement nord soixante et dix-sept degrés et dix minutes ouest, soixante et onze chaînes et quatre-vingt-douze chaînons à une autre borne semblable ; de là sud le long du côté est du chemin proposé sur la ligne des troisième et quatrième rangs, dix-huit chaînes et quatre-vingt-seize chaînons ; de là le long de la ligne sud du lot, sud, soixante et dix-huit degrés et vingt minutes, est, soixante et onze chaînes et quatre-vingt-douze chaînons jusqu'au côté ouest du chemin sur la ligne des deuxième et troisième rangs ; de là nord le long du dit chemin dix-sept chaînes et quarante-trois chaînons jusqu'au point de départ, contenant cent trente six acres et trois quarts de terre, mesure précise, sans allocation pour chemins publics ; sauf et excepté la moitié de la superficie de la route courant le long du côté sud de la dite terre, laissant au morceau de terre une superficie de cent vingt-neuf acres et vingt-quatre centièmes (l'autre moitié au bout est d'icelui étant occupée par un nommé Redmond),—le tout avec toutes les circonstances, et étant la propriété acquise par le dit défendeur Edward Mobbs de Charles H. Fletcher, par acte de vente, enregistré au bureau d'enregistrement pour la division de Sherbrooke, dans le registre B. Vol. 53, No 333 et page 541 et suivantes.

Pour être vendu au bureau du registraire pour la division d'enregistrement de Sherbrooke, dans la cité de Sherbrooke, le **HUITIEME** jour D'AOUT prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 4 juillet, 1899. 2459.
[Première publication, 8 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour de Circuit pour le district de Saint-François.*Saint-François, à savoir : **WILLIAM T. OUGHTRED,**
No 139.

du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur ; contre les terres et tenements de **GEORGE F. WEYLAND**, du canton de Dudswell, dans le district de Saint-François, cultivateur, Défendeur, à savoir :

Un morceau de terre situé dans le canton de Weedon, dans le comté de Wolfe, dans le district

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint Francis.*Saint Francis, to wit : **DAME MARY ELIZABETH KYLE,**
No. 120

the township of Orford in the district of Saint Francis, widow of the late William Addie, in his lifetime of Orford aforesaid, farmer, and **GEORGES K. ADDIE**, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, provincial land surveyor, in their quality as joint testamentary executors of the said late William Addie, Plaintiffs ; against the lands and tenements of **EDWARD MOBBS**, formerly of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, now of Firnie, in the province of British Columbia, Defendant, to wit :

That certain parcel of land situate in the township Orford, in the district of Saint Francis, known as part of the lot number five, in the third range of the said township of Orford, being the west half or about sixty-four and three quarter acres of land, more or less, of the following tract or parcel of land described as follows : commencing on the west side of the road on the line between the second and third ranges, at a boundary of post and stone with delf thereunder ; thence magnetically north seventy-seven degrees and ten minutes west, seventy-one chains and ninety-two links to another similar boundary ; thence southerly along the east side of the proposed road on the third and fourth range line, eighteen chains and ninety-six links ; thence along the south line of the lot, south, seventy-eight degrees and twenty minutes, east, seventy one chains and ninety-two links to the west side of the road on the second and third range line ; thence northerly along said road seventeen chains and forty-three links to the place of beginning, containing one hundred and thirty-six acres and three quarters of an acre of land, exact measurement, without allowance for highways ; save and except therefrom one half of the area of the by-road running along the south side of the said land, which leaves the contents of the parcel of land to be one hundred and twenty-nine acres and twenty-four one-hundredths of an acre (the remaining half or east end thereof being occupied by one Redmond), the whole with all the appurtenances thereunto belonging, and being the property which was acquired by the said defendant Edward Mobbs from Charles H. Fletcher, by deed of sale, registered in the Sherbrooke division, registry office in register B. Vol. 53, No. 333 and page 541 and seq.

To be sold at the registry office of the registration division of Sherbrooke, in the city of Sherbrooke, on the **EIGHTH** day of **AUGUST** next, at **TEN** of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 4th July, 1899. 2460.
[First published, 8th July, 1899.]

FIERI FACIAS ET DE TERRIS.*Circuit Court for the district of Saint Francis.*Saint Francis, to wit : **WILLIAM T. OUGHTRED,**
No. 139.

the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff ; against the lands and tenements of **GEORGE F. WEYLAND**, of the township of Dudswell, in the district of Saint Francis, farmer, Defendant, to wit :

A piece of land situate in the township of Weedon, in the county of Wolfe, in the district of Saint

de Saint-François, connu et désigné sur le plan du cadastre et au livre de renvoi pour le dit canton de Weedon, comme lot numéro trois (No 3), dans le septième rang, contenant deux cents acres de terre en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

La dite terre pour être vendue, sujette aux charges suivantes en faveur de Charles Frederick Weyland, du canton de Weedon, dans le district de Saint-François, à savoir : de supporter et entretenir le dit Charles Frederick Weyland, en le pensionnant et le logeant convenablement sa vie durant dans la maison qu'il occupe maintenant, ou dans aucune autre maison qui peut être construite sur la terre ci-dessus mentionnée, de le vêtir suivant sa position dans la société, et blanchir son linge et raccommo-der ses habits ou faire faire cet ouvrage, de prendre bien soin de lui en tout temps et particulièrement durant la maladie, l'assistance du ministre et les soins du médecin lorsqu'ils seront requis, et de payer leurs comptes respectifs, de payer toutes les dettes dues jusqu'au trois août 1874, et de lui donner en argent pour ses dépenses la somme de douze piastres courant par année, et à son décès de l'enterrer en chrétien et payer les dépenses de ses funérailles.

Pour être vendue tel que décrit plus haut, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier, dans le canton de Weedon, le VINGT-SIXIÈME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 21 juin 1899.

Shérif.
2323

[Première publication, 24 juin 1899.]

La publication du dix-septième jour de juin 1899 est nulle.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } LA BANQUE NA-
No 100. } TIONALE, corps

politique et incorporé, ayant son principal bureau et place d'affaires dans la cité de Québec, dans le distr ct de Québec. Demanderesse ; contre les terres et tenements de MARIE LUMINA JUTRAS, en sa qualité d'exécutrice testamentaire de feu William Gendron, en son vivant de la cité de Sherbrooke, contracteur, et en sa qualité d'héritière bénéficiaire du dit feu William Gendron, et LOUIS H. OLIVIER, de la cité de Sherbrooke, en sa qualité d'exécuteur testamentaire du dit feu William Gendron, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux dits défendeurs en leur qualité susdite, à savoir :

Un lot de terre situé dans le quartier sud de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, connu et désigné comme étant le lot numéro treize cent quarante-deux (No 1342), sur les plan du cadastre et au livre de renvoi officiels pour le quartier sud de la dite cité de Sherbrooke; borné en front par la rue King—avec les bâtisses dessus construites et améliorations faites.

Pour être vendu dans mon bureau, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain (1899), à DIX heures de l'avant-midi.

JOHN McINTOSH,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 14 juin 1899.

Shérif.
2251-2

[Première publication, 17 juin 1899.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mention- nés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

Francis, known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said town- ship of Weedon, as the lot number three (No. 3), in the seventh range, containing two hundred acres of land in superficies, more or less—with the buildings and improvements thereon erected and made.

The said land to be sold subject to the following charges in favor of Charles Frederick Weyland, of the township of Weedon, in the district of Saint Francis, to wit : to support and maintain the said Charles Frederick Weyland, by boarding and lodg- ing him decently during his lifetime in the house wherein he now lives, or in any other house which may be built on the above mentioned land, to clothe him according to his position in society, and wash and mend his clothes or cause the same to be done, to take good care of him at all times and particularly in sickness, and attendance of the minister and physician when they will be required and pay their respective bills ; to pay all his debts created up to the 3rd August, 1874, and to pay him for spending money the yearly sum of twelve dollars currency, and at his decease to have him buried in a christian-like manner and pay his funeral expenses.

To be sold as aforesaid, at the church door of the parish of Saint Janvier, in the township of Weedon, on the TWENTY-SIXTH day of JULY next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office.

Sherbrooke, 21st June, 1899.

[First published, 24th June, 1899.]

Sheriff.
2324

The publication made on the seventeenth day o June, 1899, is null.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } LA BANQUE NATIO-
No 100. } NALE, a body politic

and corporate, having its chief office and place of business in the city of Quebec, in the district of Quebec, Plaintiff ; against the lands and tenements of MARIE LUMINA JUTRAS, in her quality of testamentary executrix of the late William Gen- dron, in his lifetime of the city of Sherbrooke, con- tractor, and in her quality of beneficiary heir of the said late William Gendron, and LOUIS H. OLI- VIER, of the city of Sherbrooke, in his quality of testamentary executor of the said late William Gendron, Defendants.

Seized as belonging to the said defendants in their said quality, to wit :

A lot of land situate in the south ward of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, known and described as being lot number thirteen hundred and forty two (1342), on the official plan of the cadastre and book of reference for the south ward of the said city of Sherbrooke ; bounded in front by King street—with the buildings and im- provements thereon erected and made.

To be sold at my office, in the court house, in the city of Sherbrooke, on the EIGHTEENTH day of JULY next (1899), at TEN of the clock in the forenoon.

JOHN McINTOSH,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 14th June, 1899.

[First published, 17th June, 1899.]

Sheriff.
2252

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un- dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : **F**ERDINAND TRUDEL, Demandeur ;
No. 307. **DEL**, Défendeur.

Un lot de terre situé dans le rang sud-ouest de la Rivière des Envies, en la paroisse de Saint-Stanislas, de la Rivière des Envies, étant le numéro deux cent cinquante huit (258), du cadastre d'icelle paroisse—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas de la Rivière des Envies, le NEUVIEME jour D'AOUT prochain, à DEUX heures de l'après-midi. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 5 juillet 1899. 2485.
[Première publication, 8 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : **J**OSEPH ANTOINE, Demandeur ;
No. 361. **V**ANDAL, Demandeur ; contre **OLIVIER AYOTTE**, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, savoir :

Une terre située en la paroisse de Saint-Séverin, dans la partie qui a été démembrée de la paroisse de Saint-Tite, sur le côté sud de la Rivière des Envies, de trois arpents de front sur trente arpents de profondeur, prenant son front par devant à la dite Rivière des Envies, se terminant en profondeur à des terrains non concédés : joignant du côté sud-ouest à François Xavier Francoeur, fils d'Isidore, et du côté nord-est à Gilbert Veillet—avec une maison et toutes les autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances : laquelle terre est connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement pour la dite paroisse de Saint-Tite, sous le numéro cinq cent quarante (540) et partie du numéro cinq cent trente-neuf (539).

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Séverin, le NEUVIEME jour D'AOUT prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Trois-Rivières, 5 juillet 1899. 2483.
[Première publication, 8 juillet 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.
Trois-Rivières, à savoir : **M**ISAEI FONTAINE, Demandeur ;
No. 346. **A**DÉLARD GRÉGOIRE, Défendeur.

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse Saint-Maurice, sous le numéro six cent sept (607), du rang nord-ouest de Sainte-Marguerite, en la dite paroisse Saint-Maurice.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Maurice, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin. Le dit bref rapportable suivant la loi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du Shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 14 juin 1899. 2253-2
[Première publication, 17 juin 1899.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Three-Rivers.
Three Rivers, to wit : **F**ERDINAND TRUDEL, Plaintiff ; vs. **LUDGER TRUDEL** Defendant.

A lot of land situate in the south west range of River des Envies, in the parish of Saint Stanislas, of River des Envies, being number two hundred and fifty eight (258), of the cadastre of the said parish—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Stanislas de la Rivière des Envies, on the NINTH day of AUGUST next, at TWO o'clock in the afternoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Three Rivers, 5th July, 1899. 2486.
[First published, 8th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS

Superior Court.—District of Three-Rivers.
Three Rivers, to wit : **J**OSEPH ANTOINE, Plaintiff ;
No. 361. **V**ANDAL, Plaintiff ; against **OLIVIER AYOTTE**, Defendant.

As belonging to the said defendant, to wit :

A land situate in the parish of Saint Séverin, in the part which has been dismembered from the parish of Saint Tite, on the south side of River des Envies, of three arpents in front by thirty arpents in depth, starting in front at the said River des Envies, ending in depth at unconceded lots : bounded on the south-west side by François-Xavier Francoeur, son of Isidore, and on the north east side by Gilbert Veillet—with a house and outbuildings thereon erected, circumstances and dependencies : which lot is known and described on the official plan and book of reference of the registration cadastre for the said parish of Saint Tite, as number five hundred and forty (540) and part of number five hundred and thirty-nine (539).

To be sold at the church door of the parish of Saint Séverin, on the NINTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 5th July, 1899. 2484
[First published, 8th July, 1899.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.
Three Rivers, to wit : **M**ISAEI FONTAINE, Plaintiff ;
No. 346. **A**DÉLARD GRÉGOIRE, Defendant.

The lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Maurice, as number six hundred and seven (607), of the north west range of Sainte Marguerite, in the said parish Saint Maurice.

To be sold at the church door of the parish of Saint Maurice, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon. The said writ returnable according to law.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 14th June, 1899. 2254
[First published, 17th June, 1899.]

Nominations

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 7 juillet 1899.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT GOVERNOR en Conseil, de nommer conseils en loi de la Reine, par commission sous le Grand Sceau de la province, les personnes dont les noms suivent :

SECTION DE MONTREAL.

MM. J. S. Buchan, Montréal ; J. P. Cooke, Montréal ; Thomas Fortin, Montréal ; A. L. W. Grenier, Montréal ; J. J. Beauchamp, Montréal ; F. X. Dupuis, Montréal.

SECTION DE QUEBEC.

MM. J. E. Bédard, Québec ; W. C. Languedoc, Québec.

SECTION D'OTTAWA.

M. L. N. Champagne, Hull. 2505

Appointments

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Québec, 7th July, 1899.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council, has been pleased to appoint the persons hereinafter named, to be Queen's Counsel, by commission under the Great Seal of the province :

MONTREAL SECTION.

Messrs. J. S. Buchan, Montreal ; J. P. Cooke, Montreal ; Thomas Fortin, Montreal ; A. L. W. Grenier, Montreal ; J. J. Beauchamp, Montreal ; F. X. Dupuis, Montreal.

QUEBEC SECTION.

Messrs. J. E. Bédard, Quebec ; W. C. Languedoc, Quebec.

OTTAWA SECTION.

Mr. L. N. Champagne, Hull. 2506

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du troisième jour de juillet courant, constituant en corporation Louis Napoléon Asselin, cultivateur, et Arthur Déchesne, commis, de Hébertville ; Pitre Laberge, tanneur, de Saint-Bruno ; Wilfrid Simard, cultivateur, de Saint-Gédéon, et Wenceslas Fortier, cultivateur, de Hébertville, dans le but de tenir un commerce de gros et de détail d'épicerie, fleur, grains, marchandises sèches, ferronneries, instruments d'agriculture et tous autres articles de commerce en général ; acquérir par achat ou autrement toute la propriété, meuble ou immeuble de toute personne ou compagnie autorisée à posséder, sous le nom de "La Compagnie Asselin, Déchesne & Cie," avec un fonds social s'élevant en totalité à trois mille piastres (\$3,000), divisé en trois cents (300) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de juillet 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2509 Secrétaire provincial intérimaire.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social" des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du troisième jour de juillet courant, constituant en corporation l'honorable Alfred A. Thibaudeau, de la cité de Montréal, sénateur ; l'honorable Louis Philippe Pelletier, de la cité de Québec, avocat et conseil de la Reine ; l'honorable Adélard Turgeon, de la ville de Lévis, ministre ; John Breakey, de la cité de Québec, industriel ; Antoine Guilbault, du même lieu, marchand ; Roger Larue, du même lieu, marchand ; Frank Carrell, du même lieu, journaliste ; John Ritchie, du même lieu, industriel ; William A. Marsh, du même lieu, industriel ; J. Arthur Turcotte, du même lieu, marchand, pour l'exploitation des mines et le commerce des mines et minéraux en général, sous le nom de *Quebec Mining Company*, avec un fonds social s'élevant en totalité à soixante mille piastre (\$60,000) divisé en soixante mille (60,000) actions de une piastre (\$1.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce sixième jour de juillet 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2507 Secrétaire provincial intérimaire.

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies' Incorporation Act" letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the third day of July instant, incorporating Louis Napoléon Asselin, farmer, and Arthur Déchesne, clerk, of Hébertville ; Pitre Laberge, tanner, of Saint Bruno ; Wilfrid Simard, farmer, of Saint Gédéon, and Wenceslas Fortier, farmer, of Hébertville, for the purpose of carrying on a wholesale and retail trade in groceries, flour, grain, dry goods hardware, farming implements, and all articles of trade generally ; acquiring by purchase or otherwise any property, real or personal, from any person or company authorized to hold it, by the name of "La Compagnie Asselin, Déchesne & Cie," with a total capital stock of three thousand dollars (\$3,000), divided into three hundred (300), shares of ten dollars (\$10.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this sixth day of July, 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2510 Provincial secretary ad interim.

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Québec, bearing date the third day of July instant, incorporating the honorable Alfred A. Thibaudeau, of the city of Montreal, senator ; the honorable Louis Philippe Pelletier, of the city of Québec, advocate and Queen's Counsel ; the honorable Adélard Turgeon, of the town of Lévis, minister ; John Breakey, of the city of Québec, manufacturer ; Antoine Guilbault, of the same place, merchant ; Roger Larue, of the same place, merchant ; Frank Carrell, of the same place, journalist ; John Ritchie, of the same place, manufacturer ; William A. Marsh, of the same place, manufacturer ; J. Arthur Turcotte, of the same place, merchant, for the working of mines and trading in mines and minerals generally, by the name of "The Quebec Mining Company," with a total capital stock of sixty thousand dollars (\$60,000), divided into sixty thousand (60,000) shares of one dollar (\$1.00), each.

Dated at the office of the secretary of the province of Québec, this sixth day of July, 1899.

JOSEPH SHEHYN,

2508 Provincial Secretary ad interim.

Avis Divers

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec", les personnes ci-après nommées s'adresseront à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, de la province de Québec, pour obtenir une charte d'incorporation, en vertu des dispositions de la loi corporative des compagnies à fonds social de la province de Québec.

1o Le nom de la compagnie sera : "The Oxol Fluid Beef Company."

2o L'objet pour lequel l'incorporation est demandée est de manufacturer, mélanger, préparer et vendre des viandes concentrées, aliments, bœuf salé et autres préparations semblables, et en général de faire le commerce ; de préparer et vendre des extraits de bœuf et autres préparations semblables.

3o Le principal bureau de la dite compagnie sera dans la cité de Montréal, dans la province de Québec.

4o Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de cinquante mille piastres (\$50,000).

5o Le nombre d'actions sera de mille (1000), de la valeur au pair de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

6o Les noms au long, résidences et professions des requérants sont comme suit :

Herman Hartwig Wolff, marchand ; Peter MacKenzie, gérant ; Francis Charles Silcock, manufacturier ; Robert Anderson Dickson, bijoutier ; William Ross, marchand ; William Selater, marchand ; Berthold Marcuse, comptable ; tous des cité et district de Montréal, dans la province de Québec, lesquels seront tous les premiers directeurs ou directeurs provisoires de la dite compagnie.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,

Procureurs des requérants.

Montréal, 4 juillet 1899. 2471

Avis est par le présent donné que, sous un mois après la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*, une demande sera faite à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, pour obtenir des lettres patentes constituant les requérants et telles autres personnes qui pourront devenir actionnaires, en corps politique et incorporé, sous le nom et dans les buts ci-après mentionnés, savoir :

1° Le nom collectif proposé de la compagnie sera : "The Sterilized Milk Supply Company of Canada."

2° Les objets pour lesquels l'incorporation est demandée sont :

(a) De faire l'exploitation du lait, de le stériliser, le pasteuriser, le condenser et l'humaniser ;

(b) D'acheter, louer ou autrement, acquérir tous biens-meubles et immeubles nécessaires au bon fonctionnement de la dite exploitation.

3° La principale place d'affaires de la dite compagnie sera dans la cité de Québec, dans la province de Québec.

4° Le montant du fonds social de la dite compagnie sera de dix mille piastres (\$10,000).

5° Le dit fonds social sera divisé en mille actions de dix piastres chacune.

6° Les noms au long, résidences et professions des requérants, sont comme suit : l'honorable François Gilbert Minville Dechêne, avocat, de la cité de Québec ; l'honorable Adélard Turgeon, avocat, de la ville de Lévis ; John Duncan Duchêne, médecin-

Miscellaneous Notices

Public notice is hereby given that, within one month, after the last publication hereof, in the "Quebec Official Gazette", the persons hereinafter mentioned will apply to His Honor the lieutenant governor in council, of the province of Quebec, for a charter of incorporation, under the provisions of the companies' act of the province of Quebec.

1. That the name of the company is to be : The Oxol Fluid Beef Company.

2. That the object for which incorporation is sought is the manufacturing, blending and preparing concentrated meat foods, beef powder, and other similar preparations, and to sell the same, and generally to deal in the manufacturing and selling of fluid beef and other similar preparations.

3. The head office of the said company is to be in the city of Montreal, in the province of Quebec.

4. That the amount of the capital stock of the said company is to be the sum of fifty thousand dollars (\$50,000).

5. That the number of shares is to be one thousand (1000) of a par value of fifty dollars (\$50.00) each.

6. That the name in full and address and calling of each of the applicants is as follows :

Herman Hartwig Wolff, merchant ; Peter MacKenzie, manager ; Francis Charles Silcock, manufacturer ; Robert Anderson Dickson, jeweller ; William Ross, merchant ; William Selater, merchant ; Berthold Marcuse, accountant ; all of the city and district of Montreal, in the province of Quebec, and all of whom shall be the first or provisional directors of the said company.

GREENSHIELDS, GREENSHIELDS,
LAFLAMME & DICKSON,

Attorneys for applicants.

Montreal, 4th July, 1899. 2472

Notice is hereby given that, within one month after the last publication of this notice, in the *Quebec Official Gazette*, application will be made to His Honor the Lieutenant Governor in council, for letters patent, incorporating the applicants and such others as may become shareholders in the proposed company, a body politic and corporate, under the name and for the purposes hereinafter mentioned, to wit :

1. The proposed corporate name of the company will be "The Sterilized Milk Supply Company of Canada."

2. The objects for which its incorporation is sought are :

(a) To deal in milk, sterilize it, pasteurize, condense and humanize it ;

(b) To buy, hire or otherwise acquire all movables and real estate necessary for the proper working of the said business.

3. The said company's chief place of business will be in the city of Quebec, in the province of Quebec.

4. The amount of the said company's capital stock will be ten thousand dollars (\$10,000).

5. The said stock will be divided into one thousand shares of ten dollars each.

6. The names of the petitioners are as follows : the Honorable François Gilbert Minville Dechêne, advocate, of the city of Quebec ; the Honorable Adélard Turgeon, advocate, of the town of Lévis ; John Duncan Duchêne, veterinary surgeon, of the

vétérinaire, de la cité de Québec ; Alfred Robitaille, manufacturier, de la cité de Québec ; William Venner, rentier, de la cité de Québec ; Alphonse Bénoni Dupuis, marchand, de la cité de Québec ; Alphonse Amédée Duchêne, marchand, de la cité de Québec, tous sont sujets de Sa Majesté.

7^e Les personnes ci-haut nommées, seront les directeurs provisoires de la dite compagnie.

AUGUSTE EDGE,
Procureur des requérants.

Québec, 22 juin 1899. 2345.3

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Jacob Pas hink ofs Ry, tailleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

vs

Jacob Pas hink ofs Ry, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur.

JOS. BARNARD,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 15 juin 1899. 2277-2

Avis de Faillites

Canada,
Province de Québec,
District de St-François } Cour Supérieure.
No 334.

La Banque des Cantons de l'Est, Demanderesse ;

vs.

Avon G. Dolloff, Défendeur et failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au vingt-cinquième jour de juillet, 1899, après laquelle date les dividendes seront payables dans notre bureau, 125, rue Wellington, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Curateurs conjoints.

Sherbrooke, 6 juillet 1899. 2489

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Québec. }

Joseph Alfred Chabot, Réquérant cession ;
et

Charles Alfred Drolet, Débiteur.

Avis est par le présent donné que, Charles Alfred Drolet, de Québec, épiciier, le 3ème jour de juillet 1899, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Québec.

GEO. LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Bureau de Lefavre & Taschereau,
48, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 6 juillet 1899. 2497

Province de Québec, } Cour Supérieure.
District de Québec. }

Dans l'affaire de Alphonse Gaumond, de Saint-Jean Deschaillons, marchand, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire.

Ce dividende sera payable à notre bureau, No. 48, rue Saint-Pierre, Québec, le ou après le 25 juillet 1899.

Toute opposition au dit dividende devra être produite avant la dite date.

LEFAIVRE & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Québec, 8 juillet 1899. 2495

city of Quebec ; Alfred Robitaille, manufacturer, of the city of Quebec ; William Venner, rentier, of the city of Quebec ; Alphonse Benoni Dupuis, merchant, of the city of Quebec ; Alphonse Amédée Duchêne, merchant, of the city of Quebec, all subjects of Her Majesty.

7. The persons above named will be the provisional directors of the said company.

AUGUSTE EDGE,
Attorney for petitioners.

Quebec, 22nd June, 1899. 2346

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal. } Superior Court.
No. 1410.

Dame Selda Ettenberg, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Jacob Pas hink ofs Ry, tailor, of the same place, duly authorized to ester en justice,

vs

Jacob Pas hink ofs Ry, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted, this day, against the defendant.

JOS. BARNARD,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 15th June, 1899. 2278

Bankrupt Notices

Canada,
Province of Quebec,
District of Saint Francis. } Superior Court.
No. 334.

The Eastern Township Bank, Plaintiffs ;

vs.

Avon G. Dolloff, Defendant and insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the twenty-fifth day of July, 1899, after which date dividends will be payable at our office, 125, Wellington street, Sherbrooke.

C. MILLIER,
J. J. GRIFFITH,
Joint curators.

Sherbrooke, 6th July, 1899. 2490

Province of Quebec, } Superior Court.
District of Quebec. }

Joseph Alfred Chabot, Petitioner for assignment ;
and

Charles Alfred Drolet, Debtor.

Notice is hereby given that, Charles Alfred Drolet, of Quebec, grocer, has, on the 3rd day of July, 1899, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Quebec.

GEO. LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Office of Lefavre & Taschereau,
48, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 6th July, 1899. 2498

Province of Quebec, } Superior Court
District of Quebec. }

In the matter of Alphonse Gaumond, merchant, of Saint Jean Deschaillons, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter.

This dividend will be payable at our office, No. 48, Saint Peter street, Quebec, on or after the 25th of July, 1899.

Any opposition to the said dividend must be filed before the said date.

LEFAIVRE & BELANGER,
Joint curators.

Quebec, 8th July, 1899. 2496

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Dame N. Fortin, née Julienne
Dion, de Saint-Michel de Bellechasse, marchande,
Faillie.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de l'honorable juge H. C. Pelletier, en date du trentième jour de juin 1899, les sous-signés ont été nommés curateurs conjoints aux biens en cette affaire.

Les créanciers de la dite faillie sont requis de produire leurs réclamations, attestées sous serment, dans un délai de trente jours de cette date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Curateurs conjoints.

Québec, 1er juillet 1899. 2499

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de William Faust, Montcalm,
Failli.

Avis est par le présent donné que, le 3e jour de juillet 1899, j'ai été nommé curateur, par ordre de la cour supérieure, aux biens du dit failli.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous les trente jours.

E. G. PICHE,
Curateur.

Joliette, 3 juillet 1899. 2503

R g l e d e C o u r

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe. }
No 72.

Le trente juin mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf.

Olivier Faucher, marchand de fer, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires seul, comme tel, sous la raison sociale de "Faucher & Fils", Demandeur ;

vs.

Hormisdas Saint-Germain, de la paroisse de Saint-Théodore d'Acton, district de Saint-Hyacinthe, Défendeur ;

et

Pierre Demers et Aristide Demers, tous deux marchands, de la cité et du district de Montréal, y faisant affaires ensemble et en société, sous le nom de "P. Demers & Fils", Opposants.

Sur requête de la part des dits opposants, attendu que Jules Wingender, un des huissiers jurés, dans le district de Saint-Hyacinthe, de la cour supérieure de la province de Québec, a fait rapport devant le tribunal de la dite cour supérieure, du bref d'exécution émané en cette cause, contre les biens, meubles et effets du dit défendeur, et des deniers par lui prélevés en vertu du dit bref, avec aussi une opposition afin de conserver par laquelle l'insolvabilité du défendeur est alléguée.

Il est, sur l'ordre de l'honorable Louis Tellier, un des juges de la dite cour supérieure, enjoint aux créanciers du dit défendeur, de produire leurs réclamations, sous quinze jours, à compter de la date de la première insertion des présentes, dans la "Gazette Officielle de Québec."

Certifié : ROY & BEAUREGARD,
2481 P. C. S.

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
In the matter of Dame N. Fortin, née Julienne
Dion, of Saint Michel de Bellechasse, trader,
Insolvent.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Honorable judge H. C. Pelletier, dated the thirtieth day of June, 1899, the undersigned have been appointed joint curators to the estate of said insolvent.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, duly attested under oath, within thirty days from date.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Joint curators.

Quebec, 1st July, 1899. 2500

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
In the matter of William Faust, Montcalm,
Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 3rd day of July, 1899, I have been appointed curator, by order of the superior court, to the estate of the said insolvent.

Claims must be filed at my office within the delay of thirty days.

E. G. PICHE,
Curator.

Joliette, 3rd July, 1899. 2504

R u l e o f C o u r t

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint-Hyacinthe. }
No 72.

The thirtieth day of June, one thousand eight hundred and ninety-nine.

Olivier Faucher, merchant, of the city and district of Montreal, and there doing business alone, as such, under the style of "Faucher & Fils", Plaintiff ;

vs.

Hormisdas Saint Germain, of the parish of Saint Theodore d'Acton, district of Saint Hyacinthe, Defendant ;

&

Pierre Demers and Aristide Demers, both merchants, of the city and district of Montreal, and there doing business together in partnership, under the name of "P. Demers & Fils", Opposants.

On petition on behalf of said opposants, whereas Jules Wingender, one of the sworn bailiffs in the district of Saint Hyacinthe, of the superior court for the province of Quebec, has made a return before the said superior court, of the writ of execution issued in this cause against the goods and chattels of the said defendant and of the moneys levied by him in virtue of the said writ, with moreover an opposition for payment by which the insolvency of the said defendant is alleged.

It is ordered by the honorable Louis Tellier, one of the judges of the said superior court, that the creditors of the said defendant do file their claims within fifteen days counting from the date of the first insertion of this notice in the "Quebec Official Gazette".

Certified : ROY & BEAUREGARD,
2482 P. S. C.

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 27

ANNEXIONS DE MUNICIPALITÉS :—A De Salaberry divers lots de Sainte-Cécile, 1325 ; Divers lots de Saint-Norbert à Saint-Christophe, 1324 ; Sainte-Anne du Bout de l'Ile à Sainte-Anne de Bellevue, 1325.

ANNONCEURS — Avis aux : — Concernant avis etc., 1316.

AUTORISÉE A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Knights of Columbus, 1326.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1328 ; Conseil législatif, 1326

FAILLIS :—Beaulieu, 1336 ; Brissette & fils, 1335 ; Dme Bettez, 1336 ; Dme Duchesne, 1336 ; Dme Fortin, 1353 ; Dolloff, 1353 ; Drolet, 1353 ; Faust, 1353 ; Gaumond, 1353 ; Hunter, 1335 ; Mantha *et al*, 1335.

LETTRES PATENTES, DEMANDES DE :—Laprairie Brick Coy, 1332 ; The Dr Kohr Medecine Coy, 1330 ; The French Medical Coy, 1332 ; The Grand-Mère Land Coy, 1331 ; The Oxol Fluid Beef Coy, 1352.

LETTRES PATENTES ÉMISSES :—La Cie Asselin, Dechêne & Cie, 1351 ; The Quebec Mining Coy, 1352.

LICITATIONS :—Dme Leroux vs Leroux *es-qual*, 1338 ; Dme Shee vs Shee *et al*, 1337.

MINUTES DE NOTAIRES TRANSFÉRÉES :—A Victor Normandin, 1326.

MUNICIPALITÉ :—Délimitation de :—Notre-Dame de Bonsecours, 1325.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES ÉRIGÉES :—Côte Saint-Emmanuel, 1325 ; Village de Saint-Paul de Chester, 1324.

NOMINATIONS :—Commissaire d'écoles :—Saint-Blaise, 1316.

Conseils en loi de la Reine :—Sections Montréal, 1351 ; Ottawa, 1351 ; Québec, 1351.

Juges de Paix :—Joliette, 1315 ; Montréal, 1315 ; Saint-Hyacinthe, 1316.

Juge de paix, en vertu de l'art. 2572, S. R. :—Beauharnois, 1315.

PROCLAMATIONS :—Cadastre de la division d'enregistrement de Coaticooke, 1319 ; Cadastre de la division d'enregistrement du comté de Drummond, 1316 ; Convocation des Chambres *pro forma*, 1323 ; Erection du Canton Lesage, 1322.

RÈGLE DE COUR :—Faucher vs St-Germain, 1354.

SÉPARATIONS DE BIENS :—Dmes Leventhan vs Pierce, 1334 ; Scott vs Brooks, 1334 ; Valade vs Parent, 1335 ; Whitman vs Thomas, 1334 ; Winter vs Beaulieu, 1333.

SÉPARATIONS DE CORPS ET DE BIENS :—Crevier vs Dme St-Denis, 1334 ; Dames Keegan vs Griffin, 1334 ; Perron vs Bourdeau, 1335.

SOCIÉTÉ DISSOUTE :—The Quebec Street Ry Co, 1326.

Index of the Quebec Official Gazette, No. 27

MUNICIPALITIES ANNEXED :—To De Salaberry several lots of Sainte Cécile, 1325 ; Several lots of Saint Norbert to Saint-Christophe, 1324 ; Sainte Anne du Bout de l'Ile to Sainte Anne de Bellevue, 1325.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, No. 1315

AUTHORIZED TO CARRY ON BUSINESS :—Knights of Columbus, 1326.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notice Respecting the :—Legislative Assembly, 1328 ; Legislative Council, 1326.

INSOLVENTS :—Beaulieu, 1336 ; Brissette & fils, 1335 ; Dme Bettez, 1336 ; Dme Duchesne, 1336 ; Dme Fortin, 1353 ; Dolloff, 1353 ; Drolet, 1353 ; Faust, 1353 ; Gaumond, 1353 ; Hunter, 1335 ; Mantha *et al*, 1335.

LETTERS PATENT, COMPANIES APPLYING FOR :—Laprairie Brick Coy, 1332 ; The Dr Kohr Medecine Coy, 1330 ; The French Medical Coy, 1332 ; The Grand-Mère Land Coy, 1331 ; The Oxol Fluid Beef Coy, 1352.

LETTERS PATENTS GRANTED :—La Cie Asselin, Dechêne & Cie, 1351 ; The Quebec Mining Coy, 1352.

LICITATIONS :—Dme Leroux vs Leroux *es-qual*, 1338 ; Dme Shee vs Shee *et al*, 1337.

MINUTES OF NOTARIES TRANSFERRED :—To Victor Normandin, 1326.

MUNICIPALITY :—Boundary of :—Notre Dame de Bonsecours, 1325.

SCHOOL MUNICIPALITIES ERRECTED :—Côte Saint-Emmanuel, 1325 ; Village of Saint Paul of Chester, 1324.

APPOINTMENTS :—School Commissioners :—Saint-Blaise, 1316.

Queen's council :—Sections Montreal, 1351 ; Ottawa, 1351 ; Quebec, 1351.

Justices of the peace :—Joliette, 1315 ; Montreal, 1315 ; Saint Hyacinth, 1316.

Justice of the peace, under art. 2572, R. S. :—Beauharnois, 1315.

PROCLAMATIONS :—Cadastre for the registration division of Coaticooke, 1319 ; Cadastre for the registration division of county of Drummond, 1316 ; Parliament convoked *pro forma*, 1323 ; Township Lesage erected, 1322.

RULE OF COURT :—Faucher vs St Germain, 1354.

SEPARATIONS AS TO PROPERTY :—Dmes Leventhan vs Pierce, 1334 ; Scott vs Brooks, 1334 ; Valade vs Parent, 1335 ; Whitman vs Thomas, 1334 ; Winter vs Beaulieu, 1333.

SEPARATIONS FROM BED AND BOARD :—Crevier vs Dme St-Denis, 1334 ; Dames Keegan vs Griffin, 1334 ; Perron vs Bourdeau, 1335.

PARTNERSHIP DISSOLVED :—The Quebec Street Ry Co., 1326.

SOCIÉTÉ FORMÉE : — Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu et le vent de la paroisse de Saint-George de Clarenceville, 1330.

TERRES DE LA COURONNE : — *Avis de cancellation, etc.* : — Canton Marlow, 1326.

VENTE D'IMMEUBLES : — Corbeil & Léveillé, 1336.

CENTRAL LAND SALES

BRAUCE : — Vaillancourt vs Viger, 1339.

BEDFORD : — Dme Worden vs Harvey *et al*, 1339 ; St. Onge vs Leblanc, 1341.

CHICOUTIMI : — Doyle vs Girard, 1341.

IBERVILLE : — Messier vs Brosseau, 1342.

JOLIETTE : — Lafortune vs Tessier, 1342.

MONTREAL : — Barrow vs The town of Longueuil, 1345 ; Claxton vs Lebeau, 1344 ; Riddell *et al* vs Kerr, 1344 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 1343.

QUEBEC : — Benoit vs Beloit, 1346 ; Demers vs Provost *et al*, 1347 ; Huot vs Huot, 1347 ; La cité de Québec vs Dme Béland, 1347 ; La cité de Québec vs Bechette, 1348.

RIMOUSKI : — Labrie *et al* vs Bernard, 1348.

SAINT-FRANÇOIS : — Dme Kyle *et al* vs Mobbs, 1349 ; La Banque National vs Jutras, 1350 ; Oughtred vs Weyland, 1349.

TROIS-RIVIÈRES : — Fontaine vs Grégoire, 1351 ; Trudel vs Trudel, 1351 ; Vandal vs Ayotte, 1351.

PARTNERSHIP FORMED : — The mutual fire and wind and Lightning Insurance Coy of the parish of Saint George de Clarenceville, 1330.

CROWN LANDS : — *Notices of cancellation, &c.* : — Township Marlow, 1326.

IMMOVABLE SALE : — Corbeil & Léveillé, 1336.

CENTRAL LAND SALES

BRAUCE : — Vaillancourt vs Viger, 1339.

BEDFORD : — Dme Worden vs Harvey *et al*, 1339 ; St. Onge vs Leblanc, 1341.

CHICOUTIMI : — Doyle vs Girard, 1341.

IBERVILLE : — Messier vs Brosseau, 1342.

JOLIETTE : — Lafortune vs Tessier, 1342.

MONTREAL : — Barrow vs The town of Longueuil, 1345 ; Claxton vs Lebeau, 1344 ; Riddell *et al* vs Kerr, 1344 ; The Londonderry Iron Coy vs Charlebois, 1343.

QUEBEC : — Benoit vs Benoit, 1346 ; Demers vs Provost *et al*, 1347 ; Huot vs Huot, 1347 ; The city of Quebec vs Dme Beland, 1347 ; The city of Quebec vs Dme Bechette, 1348.

RIMOUSKI : — Labrie *et al* vs Bernard, 1348.

SAINT-FRANÇOIS : — Dme Kyle *et al* vs Mobbs, 1349 ; La Banque Nationale vs Jutras, 1350 ; Oughtred vs Weyland, 1349.

TROIS RIVERS : — Fontaine vs Grégoire, 1351 ; Trudel vs Trudel 1351 ; Vandal vs Ayotte, 1351.

